

Cette page Web a été archivée dans le Web.

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez [communiquer avec nous](#).

**Impact économique du secteur de
l'éducation internationale pour le Canada
– Mise à jour
Rapport final**

Présenté au :

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Roslyn Kunin & Associates, Inc. (RKA, Inc.)

3449, 23^e avenue Ouest
Vancouver (C.-B.) V6S 1K2
Tél. : 604-736-0783 / Téléc. : 604-736-0789
Rkunin@Rkunin.com
<http://www.rkunin.com/>

Révisé en mai 2012

Table des matières

Table des matières	ii
Résumé	iii
1. Introduction	1
2. Méthodologie	3
3. Analyse documentaire	10
4. Nombre d'étudiants internationaux au Canada	18
4.1. Selon les niveaux d'études	18
4.1.1. Étudiants en séjour prolongé	18
4.1.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)	19
4.2. Selon les provinces/territoires	20
4.2.1. Étudiants en séjour prolongé	20
4.2.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)	22
4.3. Selon les provinces/territoires et par niveau d'études	23
4.3.1. Étudiants en séjour prolongé	23
5. Dépenses des étudiants	26
5.1. Frais de scolarité et autres frais	26
5.1.1. Étudiants en séjour prolongé	26
5.1.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)	28
5.2. Frais de subsistance	28
5.2.1. Étudiants en séjour prolongé	28
5.2.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)	30
6. Évaluation de l'impact économique de l'éducation internationale au Canada	31
6.1. Dépenses totales	31
6.2. Impact économique direct	33
6.2.1. Étudiants en séjour prolongé	33
6.2.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)	34
6.2.3. Recettes fiscales perçues par le gouvernement	35
6.2.4. Comparaison avec les valeurs d'impact dans l'étude de 2009	36
6.3. Comparaison du secteur des services d'éducation internationale au Canada avec d'autres secteurs d'exportation	37
7. Retombées additionnelles en termes d'activités touristiques	43
8. La performance du Canada dans le marché mondial	46
9. Conclusions et recommandations	48
Références	51
Annexe 1 Rapprochement des estimations de RKA et de l'évaluation de Statistique Canada	57
Annexe 2 Analyse des scénarios	60

Résumé

Nous estimons qu'en 2010 les étudiants internationaux au Canada ont dépensé plus de 7,7 milliards de dollars en frais de scolarité, en services de logement et en dépenses discrétionnaires. Ce secteur d'activité a également créé plus de 81 000 emplois et augmenté les recettes publiques de plus de 445 millions de dollars.

En 2010, le Canada a accueilli plus de 218 200 étudiants internationaux en séjour prolongé (six mois ou plus), qui ont contribué plus de 6,9 milliards de dollars à l'économie canadienne. On estime que près de 37 p. 100 de ces recettes provenaient de deux pays : la Chine et la Corée du Sud. En décembre 2010, 56 900 citoyens chinois et 24 600 citoyens sud-coréens suivaient un programme d'études officiel au Canada. L'Ontario et la Colombie-Britannique ont accueilli près des deux tiers de la population étudiante étrangère au Canada (85 300 et 60 500, respectivement), le Québec figurant derrière, au troisième rang.

On estime que les étudiants à courte durée de séjour qui suivaient une formation linguistique ont aussi contribué à raison de 788 millions de dollars à l'économie canadienne.

En tout, le montant total des dépenses effectuées par les étudiants internationaux au Canada (8,0 milliards de dollars) dépasse celui de nos exportations d'aluminium sous forme brute (6 milliards de dollars), et même celui de nos exportations d'hélicoptères, d'aéronefs et d'astronefs (6,9 milliards de dollars).

Si l'on compare le poids économique des services d'éducation fournis aux étudiants internationaux au Canada avec celui des biens traditionnels exportés par le Canada, l'impact pour certains pays est encore plus frappant. Par exemple, les Saoudiens consacrent l'équivalent de 44 p. 100 de la valeur des biens qu'ils importent du Canada au secteur des services d'éducation. De même, on constate que la Corée du Sud (19,1 %), la Chine (13,9 %), l'Inde (27,9 %) et la France (14,2 %) engagent tous des dépenses importantes dans le secteur des services d'éducation par rapport aux biens qu'ils importent du Canada.

Au total, les dépenses annuelles de 8,0 milliards de dollars effectuées par les étudiants internationaux se sont traduites par des estimations de près de 4,9 milliards de dollars en contribution au PIB, 86 570 emplois et 455 millions de dollars de recettes fiscales perçues par le gouvernement.

Tableau 1 Impact économique des services d'éducation internationale pour le Canada, 2010

	Dépenses totales	PIB	Emplois	Recettes publiques
Étudiants en séjour prolongé				
Terre-Neuve-et-Labrador	40 670 000 \$	27 614 000 \$	370	1 480 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	27 760 000 \$	6 191 000 \$	60	621 400 \$
Nouvelle-Écosse	217 167 000 \$	123 568 000 \$	1 890	12 000 000 \$
Nouveau-Brunswick	93 576 000 \$	66 975 000 \$	1 030	3 425 300 \$
Québec	1 014 526 000 \$	593 069 000 \$	8 000	81 226 000 \$
Ontario	2 902 608 000 \$	1 808 730 000 \$	29 970	202 975 000 \$
Manitoba	153 784 000 \$	87 342 000 \$	1 640	10 831 000 \$
Saskatchewan	120 503 000 \$	69 887 000 \$	1 050	4 479 000 \$
Alberta	486 637 000 \$	300 332 000 \$	4 770	13 249 000 \$
Colombie-Britannique	1 864 093 000 \$	1 151 116 000 \$	21 460	66 897 000 \$
Territoires*	623 000 \$	174 000 \$	0	8 000 \$
Total partiel-Étudiants en séjour prolongé	6 921 947 000 \$	4 234 998 000 \$	70 240	397 191 700 \$
Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)	788 162 180 \$	455 708 000 \$	10 780	48 108 400 \$
Retombées touristiques supplémentaires	336 389 440 \$	187 680 000 \$	5 550	9 739 000 \$
*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut				
Total général	8 046 498 620 \$	4 878 386 000 \$	86 570	455 039 100 \$

Source : RKA

Synthèse des résultats quantitatifs obtenus :

- Le marché des étudiants internationaux qui effectuent un séjour d'études au Canada génère des retombées économiques importantes. En 2010, on estime que les dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux en séjour prolongé au Canada se sont chiffrées à environ 6,9 milliards de dollars. Celles-ci se traduisent par un apport de près de 4,2 milliards de dollars au PIB du Canada et représentent environ 7 p. 100 de la contribution globale du secteur des services d'éducation au PIB du Canada.
- Les services d'éducation internationale s'adressant aux étudiants internationaux en séjour prolongé représentent 70 240 emplois, soit environ 5,7 p. 100 du nombre total des emplois dans le secteur des services d'éducation au Canada.

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

- On estimait que les étudiants internationaux inscrits à des programmes de formation linguistique de courte durée au Canada ont engagé des dépenses annuelles supplémentaires de 788 millions de dollars dans l'économie canadienne, ce qui représente une contribution d'environ 455 millions de dollars au PIB, 10 780 emplois et 48 millions de dollars en recettes publiques.
- Outre les impacts économiques résultant des dépenses effectuées par les étudiants pour les droits de scolarité, les frais connexes et les dépenses minimales de la vie quotidienne, on estime que 336 millions de dollars par année peuvent être attribués aux activités supplémentaires liées au tourisme, dont profitent les étudiants internationaux et leurs proches.
- Les gouvernements tirent également profit des services d'éducation internationale étant donné que le montant total des impôts indirects nets perçus en 2010 était estimé à 455 millions de dollars (y compris les recettes fiscales générées par les étudiants internationaux en séjour prolongé et à courte durée de séjour ainsi que par les activités touristiques). De ce montant, on estime que 180,6 millions de dollars représentaient une contribution fiscale au gouvernement fédéral, et que 273,9 millions de dollars ont contribué aux recettes fiscales des gouvernements provinciaux et territoriaux.

Les étudiants internationaux accueillis par le Canada viennent de partout dans le monde. Les tableaux ci-dessous montrent les principaux pays d'origine des étudiants en visite au Canada et la valeur d'exportation de leur éducation. Il est important de noter que plus de 50 p. 100 des étudiants viennent des pays d'Asie (principalement la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et le Japon).

Tableau II Poids économique des services d'éducation internationale pour les dix principaux pays d'origine et par niveau d'études, 2010

Région/Pays	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre post-secondaire	Autre	Ensemble des étudiants en séjour prolongé
Chine	145 131 000 \$	142 471 000 \$	1 190 491 000 \$	322 774 000 \$	35 560 000 \$	1 836 427 000 \$
Corée	214 820 000 \$	259 868 000 \$	181 721 000 \$	38 973 000 \$	12 020 000 \$	707 402 000 \$
Inde	4 451 000 \$	46 992 000 \$	157 018 000 \$	351 754 000 \$	23 373 000 \$	583 588 000 \$
Arabie saoudite	14 546 000 \$	31 550 000 \$	222 160 000 \$	82 442 000 \$	76 964 000 \$	427 662 000 \$
États-Unis	19 648 000 \$	10 959 000 \$	291 024 000 \$	33 643 000 \$	13 857 000 \$	369 131 000 \$
France	9 770 000 \$	7 970 000 \$	276 980 000 \$	33 810 000 \$	5 009 000 \$	333 539 000 \$
Japon	28 549 000 \$	19 096 000 \$	68 526 000 \$	21 985 000 \$	42 572 000 \$	180 728 000 \$
Mexique	37 884 000 \$	11 624 000 \$	46 699 000 \$	18 321 000 \$	10 852 000 \$	125 380 000 \$
Hong Kong	24 098 000 \$	7 638 000 \$	70 726 000 \$	18 154 000 \$	835 000 \$	121 451 000 \$
Taiwan	20 082 000 \$	9 963 000 \$	40 439 000 \$	29 646 000 \$	1 336 000 \$	101 466 000 \$
10 régions principales	518 979 000 \$	548 131 000 \$	2 545 784 000 \$	951 502 000 \$	222 378 000 \$	4 786 774 000 \$
Ensemble des régions/pays	762 889 000 \$	672 170 000 \$	3 955 558 000 \$	1 229 139 000 \$	302 013 000 \$	6 921 769 000 \$

Source : Estimations de RKA

Nous avons aussi examiné le poids économique que représentent les services d'éducation par rapport au total des exportations vers chacun de ces pays. Les services d'éducation internationale offerts par le Canada aux étudiants en séjour prolongé représentent à eux seuls l'équivalent de 1,7 p. 100 du total des exportations canadiennes de biens dans le monde. Toutefois, pour les principaux pays d'origine des étudiants internationaux comme la Chine, la Corée du Sud et l'Arabie saoudite, les services d'éducation internationale du Canada vers ces pays représentent plus de 10 p. 100 des exportations canadiennes de biens vers ces pays.

Tableau III Comparaison entre les services d'éducation internationale et les exportations totales de biens vers les dix principaux pays d'origine des étudiants internationaux (et tous les pays), 2010

Région/Pays	Ensemble des étudiants en séjour prolongé	Ensemble des exportations de biens	Services d'éducation comme % de l'ensemble des exportations de biens
Chine	1 836 427 000 \$	13 232 891 000 \$	13,9 %
Corée	707 402 000 \$	3 709 307 000 \$	19,1 %
Inde	583 588 000 \$	2 088 683 000 \$	27,9 %
Arabie saoudite	427 662 000 \$	977 758 000 \$	43,7 %
États-Unis	369 131 000 \$	299 068 000 000 \$	0,1 %
France	333 539 000 \$	2 349 565 000 \$	14,2 %
Japon	180 728 000 \$	9 194 118 000 \$	2,0 %
Mexique	125 380 000 \$	5 009 864 000 \$	2,5 %
Hong Kong	121 451 000 \$	1 897 603 000 \$	6,4 %
Taiwan	101 466 000 \$	1 289 112 000 \$	7,9 %
10 régions principales	4 786 774 000 \$	338 816 901 000 \$	1,4 %
Ensemble des régions/pays	6 921 769 000 \$	399 434 000 000 \$	1,7 %

Source : Estimations de RKA en fonction des données du MAECI

Recommandations

Le présent rapport fournit des preuves démontrant la très grande importance que représente le marché des étudiants internationaux pour l'économie canadienne, le secteur de l'emploi et les recettes publiques. En outre, il met en lumière la nécessité d'obtenir des données plus cohérentes, complètes et précises sur ces étudiants et leurs dépenses au Canada. Or, comme ce type d'information n'est pas disponible pour le moment, nous recommandons ce qui suit :

- S'assurer que les étudiants internationaux sont reconnus et appuyés proportionnellement à leur importance au Canada en regard d'exportations de biens et services de taille semblable.
- Envisager la possibilité d'établir une méthode d'enquête semblable à celle utilisée en Australie, qui consiste à interroger un échantillon de visiteurs quittant le pays sur leurs activités au Canada. Cette enquête serait effectuée dans tous les grands aéroports internationaux et serait menée dans plusieurs langues.
- Collaborer avec les intervenants (notamment CIC, Statistique Canada, et les universités, collèges et autres établissements de formation) pour établir un système cohérent de consignation des données afin

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

d'assurer le suivi des dépenses effectuées par les étudiants internationaux lors de leur séjour au Canada.

- Élaborer, de concert avec Statistique Canada, une enquête nationale auprès des établissements d'enseignement publics et privés pour connaître le nombre d'étudiants internationaux inscrits à leurs programmes d'enseignement, le tarif des frais de scolarité pratiqué et les autres dépenses associées aux programmes menant à l'obtention d'un grade/d'un diplôme, ainsi que les autres cours offerts aux adultes et de formation continue d'une durée de moins de six mois.
- Assurer une coordination avec les gouvernements provinciaux et les organismes nationaux concernés afin de garantir la cohérence des questions de l'enquête menée auprès des étudiants internationaux.

1. Introduction

Avec la mondialisation croissante de l'économie canadienne, on ne peut négliger les retombées importantes engendrées par le secteur de l'éducation internationale pour notre économie. Pour demeurer concurrentiel dans l'arène économique mondiale, le Canada doit enrichir son bassin de talents en attirant les meilleurs cerveaux dans des domaines très diversifiés : sciences et recherche-développement, développement économique, diversification culturelle, pour n'en nommer que quelques-uns. En outre, les étudiants internationaux au Canada apportent d'importants revenus à l'économie des collectivités locales qui les accueillent. Ils peuvent aussi s'avérer être pour l'économie du pays une précieuse source de main-d'œuvre hautement qualifiée, à l'heure où l'hémisphère occidental fait face à des pénuries potentielles de main-d'œuvre, notamment chez les meilleurs talents. Enfin, le savoir-faire du Canada en matière d'éducation est un produit d'exportation lucratif pouvant être mesuré en comparaison avec les autres biens et services d'exportation du pays.

En 2009, la firme Roslyn Kunin and Associates, Inc. (RKA) a reçu d'Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI) le mandat d'effectuer une étude approfondie et exhaustive de l'impact économique de l'éducation internationale au Canada. Son objectif était de concevoir, d'appliquer et d'analyser un modèle économique qui permettra de déterminer la valeur que représentent l'éducation internationale et la mobilité étudiante pour l'économie canadienne. L'étude actuelle est une version à jour des estimations de 2009. Elle présente plus de données et d'informations à jour, ainsi qu'une meilleure optimisation de notre approche d'estimation.

La documentation existante a clairement révélé la valeur positive que représentent les séjours à l'étranger des étudiants canadiens et la venue au Canada d'étudiants internationaux. RKA a été chargée d'examiner ce deuxième aspect et d'évaluer la valeur financière en analysant les tendances observées dans les inscriptions d'étudiants internationaux, la longueur des séjours, les types d'établissements d'enseignement fréquentés, le choix du lieu d'étude lors de leur séjour au Canada et les caractéristiques de leurs dépenses.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons :

- couvert la totalité des provinces et des territoires canadiens où sont recueillies des données sur les inscriptions d'étudiants internationaux;
- recueilli et examiné, dans la mesure du possible, les données et informations disponibles concernant les inscriptions de la maternelle à la douzième année, au niveau postsecondaire (collèges et universités, tant

publics que privés) et dans les programmes d'études de courte durée en formation linguistique;

- contacté des intervenants, dans les provinces et territoires du Canada, pour obtenir de l'information sur les frais de scolarité et les autres sommes devant être déboursées par les étudiants internationaux pour les types de programmes auxquels ils s'inscrivent;
- repéré et analysé l'information disponible sur les types de dépenses effectuées par les étudiants internationaux.

Nous avons analysé ces données et établi des estimations. Nous avons également mesuré la contribution de l'éducation internationale à l'économie canadienne sur le plan de la croissance du PIB, des emplois créés et de l'enrichissement du trésor public.

Notre rapport est ainsi structuré :

- méthodologie de l'étude
- analyse documentaire
- données sur les étudiants internationaux
- données sur les dépenses
- estimation de l'impact économique pour 2010
- examen des retombées économiques des « activités touristiques »
- examen de la performance du Canada sur le marché mondial
- conclusions et recommandations
- rapprochement de nos estimations avec les évaluations de Statistique Canada
- Analyse de sensibilité

Dans les sections où nous présentons des données plus récentes, nous ferons également des comparaisons avec nos constatations présentées dans l'étude précédente de 2009.

2. Méthodologie

Pour notre étude de l'impact économique du secteur de l'éducation internationale au Canada, nous avons mené des recherches secondaires approfondies (analyse documentaire, collecte des données et informations statistiques existantes) et consulté des représentants provinciaux et territoriaux du secteur de l'éducation, ainsi que des représentants d'organisations vouées à la promotion de l'éducation internationale et qui en analysent les tendances, à l'échelle nationale et/ou provinciale au Canada.

Lorsque nous avons entrepris pour la première fois les travaux de recherche pour ce projet en 2009, nous avons tout d'abord pensé nous adresser aux organisations nationales qui représentent un grand nombre d'écoles et d'établissements privés et publics, pour constater très rapidement que ces organisations (sauf Langues Canada) ne recueillent pas de données sur les étudiants internationaux qui fréquentent leurs établissements membres.

Bien que certains organismes (dont le BC Progress Board et le Conference Board du Canada) aient produit des rapports sur l'impact économique de l'éducation internationale, nous avons constaté deux choses lorsque nous avons effectué un suivi auprès d'eux sur ces études. Premièrement, qu'ils n'avaient pas continué la recherche, qu'une grande partie de leurs travaux ne sont pas à jour et, deuxièmement, qu'ils s'étaient heurtés à bon nombre des mêmes problèmes que nous.

Dans cette section, nous décrivons les diverses sources de données disponibles, celles que nous utilisons pour le projet ainsi que toute limite concernant les ensembles de données. Nous allons aussi souligner les différences entre les sources de données et la méthodologie employées pour nos estimations et celles adoptées par Statistique Canada pour son estimation du commerce du Canada en matière de services d'éducation internationale.

Inscriptions

Une des principales finalités de cette étude est d'établir le nombre d'étudiants internationaux accueillis dans chaque province et territoire et selon les divers niveaux d'études (réseau public ou privé) : maternelle-douzième année, niveau collégial, premier cycle et cycles supérieurs au niveau universitaire. En outre, nous devons déterminer le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans des programmes de formation professionnelle et de formation linguistique.

Nous avons été incapables de trouver des données qui étaient définies ou déclarées de façon uniforme sur l'ensemble de l'effectif étudiant.

Statistique Canada, dans son Système d'information sur les étudiants postsecondaires, recueille des données sur les inscriptions d'étudiants internationaux aux niveaux collégial et universitaire (y compris une ventilation pour le premier cycle universitaire et pour les cycles supérieurs), selon les champs d'études ou les niveaux de programmes. Cependant, comme la quasi-totalité des collèges et des universités couverts par l'enquête de Statistique Canada fait partie du réseau public, nous n'avons pas utilisé ces données car nous n'avons pu obtenir de données sur la clientèle étrangère du réseau postsecondaire privé. En outre, les données sur le niveau universitaire vont jusqu'à 2008-2009, alors que celles du niveau collégial s'arrêtent en 2005.

Aucune donnée ne peut facilement être obtenue de Statistique Canada sur le nombre d'élèves internationaux inscrits dans le réseau maternelle-douzième année pour chacune des provinces et chacun des territoires.

Une autre façon d'obtenir de l'information sur le nombre d'étudiants internationaux présents au pays est de consulter les données de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). Comme les étrangers qui souhaitent suivre des études ou une formation au Canada durant plus de six mois doivent préalablement obtenir un permis d'études avant d'arriver au Canada, les données de CIC nous permettent de déterminer combien il y a de détenteurs de permis d'études dans chacune des provinces et chacun des territoires, à un moment donné.

CIC définit ainsi les étudiants internationaux : « Résidents temporaires entrés au Canada principalement afin d'y étudier et ayant obtenu un permis d'études (avec ou non d'autres types de permis). Le permis d'études est le document officiel délivré par un agent et qui autorise une personne qui n'est pas citoyen canadien ou résident permanent d'étudier au Canada. En général, la personne inscrite à un programme d'études d'une durée égale ou inférieure à six mois n'a pas besoin de permis d'études. À des fins statistiques, un résident temporaire est considéré comme un étudiant international s'il est jugé tel selon notre appréciation de son « statut annuel » (c'est-à-dire la principale raison pour laquelle il a été autorisé à entrer au pays et à y séjourner temporairement pendant l'année d'observation). Sont exclus du groupe des étudiants internationaux les résidents temporaires qui ont obtenu un permis d'études mais dont la venue au Canada s'explique principalement par des motifs autres que les études.

Les données répartissent les étudiants internationaux en cinq niveaux d'études.

- Secondaire ou moins : Formation primaire ou secondaire suivie dans un établissement d'enseignement au Canada.
- Métier : Formation professionnelle suivie dans un établissement d'enseignement non universitaire au Canada (p. ex. établissement d'enseignement technique et professionnel, cégep, collège).

- Université : Études de premier cycle, de cycles supérieurs (maîtrise et doctorat) et autres études faites dans une université au Canada.
- Autre postsecondaire : Études postsecondaires, mais ne relevant pas du niveau universitaire ni du niveau des métiers, notamment les cours donnés par des établissements spécialisés dans l'enseignement des langues et les établissements privés, et les cours préalables à la formation universitaire.
- Autre : Étudiants internationaux qui suivent d'autres formations que celles décrites ci-dessus.

Ainsi, les données de CIC nous permettront d'utiliser le nombre de détenteurs de permis d'études pour estimer le nombre d'étudiants internationaux à un moment donné dans une année. Il permet aussi de faire une distinction entre les grands niveaux d'études. Pour toutes ces raisons, les données de CIC ont servi de fondement à nos analyses.

L'une des limites de l'utilisation de l'ensemble des données de CIC pour représenter le nombre d'étudiants internationaux est que le nombre réel de détenteurs de permis qui s'inscrivent à un établissement canadien peut être plus petit que le nombre de permis délivrés, car certains détenteurs de permis pourraient ne pas être en mesure de s'inscrire à un programme d'éducation ou avoir choisi de ne pas le faire. Une autre limite de cet ensemble de données est que nous aurions assumé que tous les détenteurs de permis d'études se sont, en fait, inscrits à un programme à temps plein, ce qui pourrait ne pas être nécessairement exact. À l'annexe 2, nous évaluons un scénario dans lequel ce ne sont pas tous les détenteurs de permis d'études de CIC qui poursuivent activement une formation officielle afin d'évaluer comment cette hypothèse influe sur nos estimations de l'impact économique.

Enfin, une autre source importante d'étudiants internationaux non couverte par les données de CIC est le nombre d'étudiants internationaux qui viennent étudier au Canada pour moins de six mois, étant donné qu'ils ne sont pas tenus d'obtenir un permis d'études pour entrer au pays. Nous avons approché les organisations dont les membres sont dans le secteur de la prestation, à l'intention du public, d'une formation professionnelle de courte durée. Or, comme nous l'avons indiqué auparavant dans cette section, seul l'organisme Langues Canada recueille des données qui servent bien nos objectifs.

Principal organisme du secteur langagier du Canada, Langues Canada représente ses deux langues officielles, l'anglais et le français. L'adhésion est réservée aux écoles qui respectent les normes rigoureuses de l'association et qui s'engagent à s'y conformer. Actuellement, il y a plus de 165 programmes membres à l'échelle du pays, y compris les universités, les collèges et les établissements privés. L'association est à but non lucratif et repose sur les

secteurs. L'assurance de la qualité constitue un élément essentiel de Langues Canada et tous les établissements membres doivent être accrédités en vertu d'un programme complet et reconnu à l'échelle internationale.

Dans le reste du rapport, nous définirons les étudiants internationaux comme ceux des deux ensembles de données que nous pouvons consulter. Les étudiants en séjour prolongé font référence à ceux qui sont représentés par les données de CIC, tandis que les étudiants à courte durée de séjour font référence aux étudiants qui suivent des programmes de formation linguistique d'une durée de moins de six mois dans les établissements membres de Langues Canada.

Comparaison entre les sources de données et la méthodologie de RKA et les sources de données et la méthodologie de Statistique Canada dans le cadre de l'estimation du commerce du Canada en matière de services d'éducation internationale

Statistique Canada fournit également une estimation annuelle de la valeur du commerce du Canada en matière de services d'éducation internationale, et la description de ses sources de données et de sa méthodologie se trouve dans *La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada : concepts, sources, méthodes et produits* (Statistique Canada 2000). En principe, tant notre étude actuelle que l'évaluation de Statistique Canada portant sur les services d'éducation internationale du Canada vont au-delà de la saisie des dépenses liées aux droits de scolarité et aux frais connexes encourus par les étudiants internationaux en incluant les estimations de biens et de services achetés par les étudiants internationaux pendant leur séjour au Canada.

Cependant, les résultats de notre étude en cours et l'évaluation de Statistique Canada sont différents, étant donné que les sources de données et la méthodologie employées dans le cadre de l'évaluation sont différentes. Nous décrivons ces différences dans l'analyse qui suit.

La différence entre les estimations de Statistique Canada sur le plan de l'exportation des services d'éducation – 3,51 milliards de dollars – et notre estimation des dépenses effectuées par les étudiants internationaux au Canada – 7,71 milliards de dollars – est considérable. L'annexe 1 établit la trajectoire expliquant les différences entre les deux évaluations, à commencer par la figure de Statistique Canada pour arriver à notre estimation.

Sources des données et méthodologie employées pour calculer le nombre d'étudiants internationaux

Bien que l'évaluation de Statistique Canada portant sur les services d'éducation internationale comprenne les étudiants à temps plein des universités et des collèges dans le système public, le champ d'application relatif aux étudiants inclus dans notre étude actuelle est beaucoup plus vaste. Nous avons inclus les

étudiants internationaux dans les universités et collèges publics et privés qui poursuivent des études à temps plein ou à temps partiel. En outre, nous avons inclus les étudiants internationaux qui étudient dans le réseau de la maternelle à la douzième année ainsi que ceux qui poursuivent une formation linguistique de courte durée.

Comme notre inclusion du type d'étudiants internationaux est plus vaste que celle dans l'évaluation de Statistique Canada, nous avons eu recours à des sources de données différentes de celles adoptées par Statistique Canada. Plus précisément, étant donné que les étudiants internationaux qui poursuivent des études au Canada pendant plus de six mois doivent obtenir un permis d'études valide avant d'entrer au pays, et sont tenus de suivre cette procédure chaque année au cours de leur séjour au Canada, nous avons utilisé les données relatives au nombre de détenteurs de permis d'études par niveau d'études pour représenter le nombre d'étudiants internationaux au Canada selon cinq niveaux d'études : secondaire ou moins, université, autre post-secondaire et autre. En ce qui concerne les étudiants qui poursuivent une formation linguistique de courte durée (ceux qui n'ont pas besoin d'un permis d'études), nous nous sommes appuyés sur les données sur les inscriptions fournies par Langues Canada, qui est le principal organisme de formation linguistique du Canada et dont les écoles membres sont tenues d'être accréditées dans le cadre d'un mécanisme complet et reconnu sur la scène internationale. Pour ces raisons, nous croyons que notre champ d'application relatif au type d'étudiants internationaux est plus vaste et fournit une représentation plus complète du nombre d'étudiants internationaux au Canada.

Sources des données et méthodologie employées pour calculer les dépenses effectuées par les étudiants

En ce qui concerne les droits de scolarité et les frais connexes qui s'appliquent aux étudiants universitaires internationaux, tant Statistique Canada que notre étude s'appuient sur les données de l'enquête Frais de scolarité et de subsistance des étudiants (FSSUC) relative aux droits de scolarité et aux frais moyens pondérés. Les droits de scolarité et les frais connexes qui s'appliquent aux autres étudiants internationaux de niveau post-secondaire dans notre étude ont été établis à partir de l'enquête FSSUC (voir la section 5.1.1 pour obtenir plus de détails). Bien que les droits de scolarité et les frais connexes de l'enquête FSSUC soient basés sur une période de huit mois, nous avons ajusté ces droits de scolarité et frais connexes pour tenir compte du montant engagé dans une période de 12 mois étant donné que certains étudiants suivent des cours crédités pendant les mois d'été.

Pour ce qui est des frais de subsistance tels que le logement, la nourriture et les transports qui s'appliquent aux étudiants internationaux de niveau post-secondaire, tant les estimations de Statistique Canada que les nôtres reposent sur l'enquête FSSUC et l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM). Bien

que l'enquête FSSUC rapporte les dépenses effectuées au cours d'une période de huit mois, nous avons ajusté le montant pour représenter une période de douze mois étant donné que les étudiants internationaux sont moins susceptibles de quitter le pays, même pendant les mois d'été.

En ce qui concerne les droits de scolarité et les frais connexes liés aux étudiants dans le réseau de la maternelle à la douzième année, nous nous sommes appuyés sur les informations que nous avons recueillies auprès des ministères provinciaux de l'Éducation, ainsi que de divers sites Web publiant de l'information à l'intention des étudiants internationaux potentiels qui étudient dans certaines provinces au Canada. Les droits de scolarité et les frais connexes des étudiants dans le réseau de la maternelle à la douzième année ont été calculés pour dix mois dans une année. De même, nous avons utilisé des informations provenant de ces sources pour calculer les coûts moyens du logement et de la nourriture pour les étudiants internationaux dans le réseau de la maternelle à la douzième année pour 10 mois dans une année. Nous n'avons pas inclus les frais de transport pour les étudiants dans le réseau de la maternelle à la douzième année, assumant que leurs familles d'accueil sont responsables de leur transport vers l'école.

Pour ce qui est des droits de scolarité et des frais connexes ainsi que des frais de subsistance qui s'appliquent aux étudiants internationaux qui poursuivent une formation linguistique de courte durée au Canada, nous nous sommes appuyés sur l'enquête de Langues Canada menée auprès de ses propres écoles membres dans chaque province (ou groupes de provinces) et qui porte sur les dépenses hebdomadaires moyennes de leurs étudiants dans ces catégories. Nous avons appliqué ces dépenses hebdomadaires moyennes dans les différentes provinces au nombre moyen de semaines d'étudiants selon la province pour arriver à la somme totale des dépenses effectuées par les étudiants en formation linguistique de courte durée.

Une catégorie des frais de subsistance que nous avons incluse dans notre étude, mais pas dans l'évaluation de Statistique Canada portant sur les services d'éducation internationale sont les dépenses discrétionnaires. Nous avons prévu une allocation de 2 500 dollars par année pour les étudiants de niveau post-secondaire et de 1 500 dollars par année pour les étudiants du réseau de la maternelle à la douzième année pour des activités telles que les loisirs et le divertissement ainsi que toutes les autres dépenses diverses discrétionnaires. Bien que cela ne repose pas sur une enquête menée auprès des étudiants internationaux, nous avons inclus un tel montant en fonction des informations relatives à la budgétisation des étudiants recueillies auprès des sites Web.

En résumé, comme notre étude porte sur un segment plus important de la population étudiante, elle comporte davantage de catégories de dépenses. Nous avons pris soin d'éviter le double comptage, et avons utilisé des sources de données qui sont fiables et crédibles, et par conséquent significatives, afin de

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

présenter une image détaillée et complète du niveau de dépenses effectuées par les étudiants internationaux lors de leur séjour au Canada.

3. Analyse documentaire

Dans cette section, nous examinons la documentation existante sur les thèmes et les enjeux entourant le secteur de l'éducation internationale au Canada. L'objectif est de fournir un aperçu des renseignements généraux concernant les tendances et schémas de l'éducation internationale, notamment ceux indiqués dans les récentes études.

Définition de l'éducation internationale

« L'éducation internationale peut consister à vivre une expérience culturelle ou une expérience d'enseignement, d'emploi, de voyage ou de bénévolat à l'étranger, qu'elle soit structurée ou non, suivie d'un retour au pays d'origine; elle peut consister à accueillir des programmes ou à héberger des étudiants internationaux, à internationaliser des cours, des programmes et des programmes d'études nationaux; et elle peut aussi prendre la forme de programmes d'échange d'étudiants, de chercheurs, de citoyens et d'employés, mis sur pied par des organismes publics, par des groupes sans but lucratif, par des associations à vocation éducative ou par des employeurs. » (Conference Board du Canada, 1999)

Dans son document intitulé *Un enseignement supérieur de qualité au-delà des frontières – Comment identifier et élaborer des bonnes pratiques*, le Council for Higher Education Accreditation mettait en lumière un certain nombre de points importants, notamment :

- « la nécessité de préserver les aspects culturels, sociaux et économiques de l'enseignement supérieur et de la recherche; de protéger les intérêts des étudiants et de faciliter leur mobilité; de renforcer les capacités des pays en développement afin d'y améliorer l'accès à un enseignement supérieur de bonne qualité »
- les éléments clés – contribution au bien public (social, économique et culturel); développement des capacités (coopération et collaboration), pertinence (actualité et reconnaissance), accessibilité (financière), qualité (établissement, administration, corps professoral), responsabilité (autorisations et associations avec des organismes), transparence (information du public, politiques d'admission et mécanismes d'appel), et engagement envers des normes de haute qualité (codes de pratiques exemplaires)

Comparaison de la mobilité étudiante à l'étranger

« La mobilité étudiante à l'étranger est l'une des pierres angulaires de l'internationalisation des universités canadiennes. Elle couvre à la fois les étudiants étrangers qui font un séjour dans un établissement d'enseignement au Canada et les étudiants canadiens qui se rendent à l'étranger pour suivre des cours crédités par l'université canadienne où ils sont inscrits. Ces deux types de mobilité ont une grande incidence sur nos universités et, au bout du compte, sur l'ensemble de la société. Par ailleurs, elles posent des problèmes complexes aux dirigeants universitaires et aux responsables des orientations politiques qui cherchent à stimuler la mobilité étudiante à l'étranger. » (Association des universités et collèges au Canada (AUCC) 2007, page 1.)

Il convient de noter que dans l'aperçu général de la mobilité étudiante à l'étranger, il existe une autre composante à la mobilité des étudiants qui effectuent des études à l'étranger en plus des « *étudiants canadiens qui se rendent à l'étranger pour suivre des cours crédités par l'université canadienne où ils sont inscrits* ». Il s'agit du nombre d'étudiants canadiens inscrits dans un pays autre que le Canada et qui poursuivent des études structurées ou non.

L'AUCC a mené une étude sur l'internationalisation en 2006 pour chercher à mieux comprendre l'état actuel de la mobilité des étudiants canadiens et des étudiants internationaux au Canada. Les constatations de l'étude ont laissé entendre que, au sein de la communauté universitaire, il y a un intérêt grandissant pour la mobilité étudiante à l'étranger et un engagement accru à cet égard. Son importance est aussi de plus en plus reconnue. Les réponses de l'étude ont démontré que même s'il existe des différences au niveau des établissements particuliers, il y a en moyenne une progression constante des taux globaux de la mobilité étudiante, y compris une croissance modeste dans le nombre d'étudiants canadiens qui entreprennent des études à court terme à l'étranger pour obtenir des crédits, ainsi qu'une augmentation importante du nombre d'inscriptions d'étudiants internationaux aux universités canadiennes.

Environ 2,2 p. 100 des étudiants canadiens à temps plein ont pris part à un programme d'études à l'étranger pour obtenir des crédits en 2006, ce qui représente un accroissement par rapport au 1 p. 100 approximatif d'étudiants qui ont étudié à l'étranger en 2000¹. Le nombre d'étudiants internationaux sur les campus canadiens s'est accru rapidement pour passer à environ 70 000 étudiants à temps plein et 13 000 étudiants à temps partiel en 2006.

Le nombre d'étudiants canadiens qui effectuent un séjour d'études à l'étranger au niveau post-secondaire s'est également accru. En 2007-2008, l'UNESCO a indiqué que 45 000 étudiants canadiens étudiaient à l'étranger, ce qui représente

¹ Il s'agit du chiffre le plus récent qui est disponible.

une hausse de 50 p. 100 par rapport à 1999 (UNESCO 2010)². Les cinq principales destinations internationales des étudiants canadiens au cours de cette année universitaire ont été les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, la France et l'Irlande. Ensemble, ils ont attiré 90 p. 100 des étudiants canadiens effectuant un séjour d'études à l'étranger.

Même si ces chiffres pourraient sembler prometteurs, la proportion d'étudiants canadiens qui étudient à l'étranger est faible comparativement à bon nombre de pays de l'OCDE. En ce qui touche le recrutement d'étudiants internationaux au Canada, ce dernier fera face à une importante concurrence internationale au cours des prochaines années pour sa part du marché des étudiants internationaux.

À l'échelle mondiale, la migration des étudiants s'est accrue plus rapidement que la migration globale : les États-Unis et le Royaume-Uni sont les principales destinations pour la mobilité des diplômés (où l'étudiant se déplace à l'étranger pour suivre un programme complet menant à l'obtention d'un diplôme), alors que la Chine et l'Inde sont les principaux pays d'origine (King et autres 2010). Au cours de la période allant de 1975 à 2006, le nombre d'étudiants du Canada effectuant des études à l'étranger en vue d'obtenir des crédits ou un diplôme s'est accru de 207 p. 100, mais celui de l'Allemagne s'est accru de 424 p. 100, tandis que celui de la France s'est accru de 492 p. 100.

Il existe un certain nombre d'obstacles cernés au Canada qui expliquent pourquoi la mobilité étudiante à l'étranger ne s'est pas accrue aussi rapidement. Les niveaux relativement faibles d'étudiants canadiens en séjour d'études à l'étranger en tant qu'étudiants participant à un programme d'échanges sont dus essentiellement à un manque de fonds ou de soutien financier, suivi par « le programme d'enseignement de l'établissement d'accueil étant trop rigide et le programme étant trop lourd » et « les étudiants ne possèdent pas les compétences linguistiques nécessaires ».

Les résultats de l'enquête de l'AUCC ont aussi indiqué que les activités globales d'internationalisation des universités canadiennes, y compris le recrutement des étudiants internationaux, sont entravées par des contraintes financières et l'absence générale d'une stratégie fédérale visant à renforcer les efforts déployés en matière d'internationalisation.

Comme l'enquête de l'AUCC a été menée en 2006, bon nombre d'activités d'internationalisation ont été entreprises par les universités canadiennes au cours des dernières années, et l'initiative fédérale « Édu-Canada », lancée en 2007, a donné son appui en faveur des efforts d'internationalisation.

² L'Institut de statistique de l'UNESCO définit les étudiants mobiles internationaux comme ceux qui étudient dans un pays étranger dont ils ne sont pas résidents permanents – le rapport ne comprend pas les étudiants inscrits aux programmes d'échange de courte durée d'une année scolaire ou moins.

L'initiative « Édu-Canada », financée à hauteur de 1 million de dollars par année, visait à mobiliser le réseau d'ambassades et de consulats du MAECI en vue de déployer des efforts de promotion et d'attirer plus d'étudiants internationaux au Canada. Dans le cadre de l'initiative « Édu-Canada », le MAECI a également établi un partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux par l'entremise du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) afin de lancer et de coordonner avec ceux-ci l'image de marque de l'éducation au Canada.

Le budget de 1 million de dollars par année pour l'initiative « Édu-Canada » a été géré efficacement de façon à contribuer à l'accroissement des activités d'internationalisation. Le nombre de missions qui reçoivent des fonds pour réaliser des activités de promotion est passé à 95, en 2010, comparativement à 15, en 2006. Ces missions organisent 170 activités promotionnelles en 2011. Les objectifs déclarés de l'initiative « Édu-Canada » comprenaient l'objectif d'accroître le nombre d'étudiants internationaux de 20 p. 100 d'ici 2012, qui a été atteint (augmentation de 28,4 p. 100 entre 2006 et 2010). En outre, on a fixé l'objectif d'accroître l'utilisation internationale des programmes d'enseignement canadiens de 10 p. 100, qui a également été atteint (augmentation de 21 p. 100 entre 2006 et 2011). Enfin, l'initiative « Édu-Canada » visait à accroître le nombre d'accords facilitant la mobilité bilatérale des étudiants, ce qui a été accompli par l'intermédiaire du leadership de « Édu-Canada » consistant à organiser les pavillons du Canada lors des événements de marque ainsi que des tables rondes bilatérales ou régionales concentrées pour augmenter le nombre d'accords entre établissements. Les établissements canadiens ont également accru leurs activités internationales, ce qui a abouti à un resserrement des liens entre les établissements.

Le Canada comme principale destination pour l'éducation

Le Canada demeure une destination très attrayante pour les étudiants internationaux lorsqu'ils cherchent un pays convenable pour la poursuite de leur éducation internationale au niveau post-secondaire. Dans l'enquête Le Canada au premier rang de 2009 (BCEI 2009), plus de la moitié des étudiants ayant participé à l'enquête (53 %) ont répondu que le Canada représentait leur destination de premier choix pour la poursuite de leurs études post-secondaires. Presque tous les étudiants participants ont dit qu'ils voyaient le Canada comme un endroit leur permettant d'accomplir leur potentiel en matière d'éducation.

Plusieurs facteurs ont influé sur le choix des étudiants internationaux quant aux établissements d'enseignement, mais le plus important semblait être la qualité de l'éducation que l'étudiant obtiendrait de l'établissement concerné, suivi de la disponibilité du programme souhaité à cet établissement particulier. Selon les résultats obtenus des répondants à l'enquête, près de 9 étudiants sur 10 étaient satisfaits de leur décision de venir étudier au Canada, et plus de 80 % ont déclaré qu'ils recommanderaient le Canada comme destination d'études à leurs amis dans leur pays d'origine.

La plupart des étudiants participants indiquent être satisfaits des services et des installations qu'ils ont utilisés à leurs établissements. Par exemple, environ 8 étudiants sur 10 ayant acquis l'expérience concernée indiquent être satisfaits ou très satisfaits du manuel à l'intention des étudiants internationaux, des installations de loisirs, des conseillers auprès des étudiants internationaux et des techniques d'apprentissage et autres services de soutien à l'apprentissage.

Ces constatations illustrent la réussite de la promotion du Canada comme l'une des principales destinations pour les études, ainsi que la qualité des services offerts en matière d'éducation internationale dans le réseau d'éducation et de formation post-secondaire du Canada.

Coût de l'éducation internationale

Nous mesurons l'impact des étudiants internationaux sur l'économie du Canada par l'estimation des dépenses effectuées par les étudiants internationaux lors de leur séjour au Canada. C'est ainsi que nous avons procédé pour mesurer de tels impacts dans notre étude précédente achevée en 2009, ainsi que dans d'autres études semblables. Le coût des études est un des facteurs qui influent sur le choix du lieu d'études d'un étudiant international. Dans le document intitulé *Economic Impact of Post-Secondary International Students in Atlantic Canada: an Expenditure Analysis* (Université Dalhousie, 2010), il a été souligné qu'à l'origine, les niveaux et frais de scolarité différentiels ont été imposés parce que plusieurs pays hôtes étaient préoccupés par l'augmentation du coût des subventions aux étudiants venant de l'étranger.

L'étude de l'Université Dalhousie a aussi indiqué que, récemment, les universités australiennes ont renversé leur position à l'égard des frais de scolarité différentiels en adoptant, pour le recrutement d'étudiants internationaux, une approche plus dynamique consistant à accorder des dispenses de frais de scolarité aux étudiants diplômés et postdoctoraux venant d'autres pays. Le Council of Australian Postgraduate Associations a indiqué que les dispenses de frais de scolarité deviendront probablement une tendance au fur et à mesure que les universités se feront concurrence dans le marché des étudiants internationaux. Voilà qui tranche nettement avec l'attitude antérieure des universités, lesquelles s'efforçaient d'attirer le plus grand nombre possible d'étudiants internationaux payant des droits différentiels afin d'augmenter leurs revenus. La Nouvelle-Zélande a également emboîté le pas en supprimant les frais de scolarité différentiels pour les étudiants internationaux inscrits aux programmes de doctorat.

Au Canada, toutefois, à l'exception de quelques programmes offerts dans la province de Québec, les taux et frais de scolarité différentiels payés par les étudiants internationaux existent depuis les années 1970 et se sont accrus considérablement dans les années 1980. Les données démontrent que, dans la plupart des provinces, les étudiants internationaux de premier cycle paient des droits de scolarité qui sont, en moyenne, au moins deux fois plus élevés que

ceux payés par les étudiants canadiens et, dans certains cas, ces frais sont six fois plus élevés. Les étudiants internationaux diplômés paient aussi plus que les étudiants canadiens. (Voir tableaux 1 et 2.)

Tableau 1 Coût moyen pondéré des droits de scolarité des étudiants canadiens et internationaux de premier cycle

	Étudiants canadiens		Étudiants internationaux	
	2008-2009	2009-2010	2008-2009	2009-2010
	Dollars actuels		Dollars actuels	
Canada	4 747	4 942	14 630	15 943
Terre-Neuve-et-Labrador	2 619	2 624	9 322	10 314
Île-du-Prince-Édouard	4 530	4 969	8 940	22 846
Nouvelle-Écosse	5 877	5 752	12 405	12 434
Nouveau-Brunswick	5 479	5 516	10 973	11 248
Québec	2 180	2 309	13 196	14 868
Ontario	5 667	5 985	16 891	18 051
Manitoba	3 238	3 408	9 690	11 166
Saskatchewan	5 064	5 173	10 465	12 618
Alberta	5 308	5 240	14 399	17 388
Colombie-Britannique	4 746	4 706	15 378	16 195

Source : Statistique Canada, Enquête sur les frais de scolarité et de subsistance (FSS)

Tableau 2 Coût moyen pondéré des droits de scolarité des étudiants canadiens et internationaux diplômés

	Étudiants canadiens		Étudiants internationaux	
	2008-2009	2009-2010	2008-2009	2009-2010
	Dollars actuels		Dollars actuels	
Canada	5 737	4 860	12 337	11 678
Terre-Neuve-et-Labrador	2 443	2 458	2 785	2 790
Île-du-Prince-Édouard	2 665	4 091	6 148	7 913
Nouvelle-Écosse	7 734	7 701	14 493	14 580
Nouveau-Brunswick	5 070	5 074	8 960	8 978
Québec	2 219	2 443	11 346	12 801
Ontario	8 256	6 256	15 283	14 140
Manitoba	3 805	3 936	7 973	7 814
Saskatchewan	2 762	3 127	2 513	2 800
Alberta	4 948	4 597	9 324	9 272
Colombie-Britannique	7 241	6 230	13 876	9 794

Source : Statistique Canada, Enquête sur les frais de scolarité et de subsistance (FSSUC)

Vu la concurrence sur le marché mondial de l'éducation internationale, les décideurs dans le domaine de l'éducation pourraient devoir réexaminer la

pratique des frais de scolarité différentiels. Il est toutefois important de noter que, par exemple, les 95 membres de l'AUCC sont des universités publiques et privées sans but lucratif et des collèges décernant des diplômes universitaires. Par conséquent, la raison motivant l'imposition de frais de scolarité différentiels n'est pas le profit étant donné que les fonds couvrent les coûts complets de la participation des étudiants internationaux.

Souvent, la voie privilégiée par les talents les plus prometteurs sont des bourses aux cycles supérieurs (fournies par les universités elles-mêmes et certaines sont les nouvelles bourses du gouvernement fédéral). Celles-ci plus que compensent les frais de scolarité, mais attirent moins de controverse (notamment lorsque les étudiants canadiens peuvent compétitionner pour obtenir les mêmes bourses).

Pratiques de collecte des données

Au fil de l'analyse documentaire que nous avons réalisée dans notre étude précédente, nous avons constaté que plusieurs pays accueillaient une importante clientèle étudiante étrangère, mais que très peu suivaient activement les activités et les dépenses de ces étudiants à l'échelle nationale. Une récente étude en Australie pourrait avoir une incidence importante sur la façon dont les gouvernements nationaux abordent la question du suivi de l'impact des étudiants internationaux. En effet, le rapport intitulé *The Australian Education Sector and the Economic Contribution of International Students (ACPET, 2009)* chiffre à plus de 14 milliards de dollars (dollars australiens) la contribution directe des étudiants internationaux à l'économie australienne (et à environ 12,5 milliards de dollars leur contribution indirecte), ce qui équivaut à plus de 126 000 emplois à temps plein.

Pour recueillir ces données, l'Australian Council for Private Education and Training et ses consultants ont calculé, à partir de l'enquête sur les visiteurs étrangers menée par Tourism Research Australia, le nombre de visiteurs ayant déclaré qu'ils séjournaient au pays pour y faire des études, et ont examiné leurs types de dépenses³. Cette enquête (et les études corollaires subséquentes) a donné au secteur de l'éducation de l'Australie un avantage considérable, et pourrait servir de point de départ aux autres pays qui souhaitent faire une évaluation exhaustive des retombées économiques de l'éducation internationale.

L'Institute of International Education (IIE), le principal organisme sans but lucratif d'échange dans les domaines de l'éducation et de la culture aux États-Unis, a aussi réalisé des travaux exhaustifs sur l'impact économique des étudiants. Cet organisme semble présenter une évaluation plus tempérée et plus réaliste du phénomène, notamment en défalquant le montant des bourses d'études et de

³ Dans son enquête, TRA interroge annuellement 40 000 visiteurs étrangers à leur départ d'Australie. Les répondants, approchés dans des aéroports (en anglais, en mandarin, en coréen ou en japonais), sont priés de répondre à 96 questions concernant le but de leur voyage, leurs dépenses, leurs déplacements, l'hébergement, etc. Les résultats de l'enquête sont affichés à chaque trimestre.

l'aide financière versées aux étudiants internationaux. Cet institut publie un rapport annuel (*Open Doors*) sur les étudiants internationaux aux États-Unis depuis 1919. *Open Doors* produit aussi des rapports sur des enquêtes portant sur les experts internationaux dans les universités américaines, les étudiants internationaux qui se sont inscrits aux programmes préscolaires d'anglais intensifs et les étudiants américains qui étudient à l'étranger (depuis 1985). Son recueil de données se fait par une enquête portant sur environ 3 000 établissements accrédités aux États-Unis.

Cela dit, il semble que ses estimations financières demeureraient encore incomplètes, puisqu'elles a) englobent uniquement les frais de scolarité et les dépenses de subsistance (sans inclure les dépenses de tourisme ou de divertissement); b) n'incluent apparemment pas les écoles de langues et les autres établissements de formation de courte durée. En fait, l'association partenaire de l'IIE, NAFSA : Association of International Educators, reconnaît qu'il s'agit là d'estimations prudentes.

Au Canada, il n'existe pas d'ensemble de données facilement accessibles fournissant des renseignements détaillés sur le nombre d'étudiants internationaux ou les caractéristiques des dépenses. À l'échelle nationale, Statistique Canada administre une enquête visant à recueillir des données sur les frais de scolarité et frais connexes moyens ainsi que sur les coûts moyens de services de logement sur les campus. Dans une autre enquête, Statistique Canada recueille de l'information sur les profils des diplômés d'établissements post-secondaires, y compris l'âge, le statut d'enregistrement, le sexe, le champ d'études, etc., et l'une des variables permet de déterminer si l'étudiant est un étudiant international. Or, ces ensembles de données risquent de ne pas donner une vue d'ensemble étant donné que ce ne sont pas tous les établissements d'enseignement post-secondaires qui participent à l'enquête.

Certaines provinces ont compilé des données sur les étudiants internationaux. Deux récentes études portant sur l'impact économique de l'éducation internationale sur le plan régional sont des exemples de tels efforts (les études de l'Université Dalhousie et de Kunin, 2010). Toutefois, les méthodes de collecte des données divergeaient dans ces études et le niveau de détail sur les types d'étudiants divergeaient aussi parmi ces études. Cela souligne encore une fois qu'il n'y a toujours pas un ensemble de données défini et recueilli de façon uniforme qui est disponible dans l'ensemble des provinces et qui permettra de comparer de tels impacts.

L'un des avantages que présente notre étude actuelle par rapport à la précédente réalisée en 2009 est la disponibilité des données sur certains types d'étudiants à courte durée de séjour (par l'intermédiaire de Langues Canada), notamment le nombre d'étudiants ainsi que les données hebdomadaires sur les étudiants. Cela permettra d'améliorer notre compréhension de cette section du marché de l'éducation internationale.

4. Nombre d'étudiants internationaux au Canada

Dans cette section, nous analysons les données que nous avons recueillies sur le nombre d'étudiants internationaux au Canada, ainsi que les tendances de croissance observées depuis quelques années.

4.1. Selon les niveaux d'études

4.1.1. Étudiants en séjour prolongé

Le tableau 3 indique le nombre total d'étudiants internationaux présents au Canada (au 1^{er} décembre de chaque année) pour chacun des cinq niveaux d'études, entre 2000 et 2010⁴. Pour obtenir une description des sources de cet ensemble de données, veuillez consulter la partie portant sur l'inscription dans la section de la méthodologie.

Tableau 3 Nombre d'étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, 2000 à 2010

Niveaux d'études	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Secondaire ou moins	27 997	31 669	32 590	31 614	30 763	30 517	32 546	34 480	34 390	34 510	35 140
Métier	16 504	20 127	22 857	24 717	25 179	24 079	22 581	21 553	18 923	21 130	20 240
Université	53 168	63 613	72 970	81 117	88 647	91 727	92 865	94 621	95 404	109 665	116 890
Autre post-secondaire	9 092	12 785	14 485	15 801	13 910	14 506	15 823	19 375	22 726	23 390	36 900
Autre	7 218	8 452	7 588	6 435	6 324	6 325	6 340	6 060	6 672	7 315	9 045
Total	114 093	136 716	150 552	159 727	164 855	167 188	170 194	176 116	178 227	196 030	218 245

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Durant cette période, le nombre d'étudiants internationaux au Canada a crû en moyenne de 7 p. 100 par année. Les plus forts taux de croissance annuelle ont été enregistrés dans les catégories « Autre postsecondaire » (15 %), puis « Université » (8 %). Le nombre d'étudiants qui poursuivent des études dans le système de la maternelle à la douzième année s'est accru selon un taux de 2 p. 100 par année au cours de cette période, le même que celui enregistré pour les niveaux « Métier » et « Autre » de l'étude.

Soulignons qu'entre 2000 et 2003, le nombre d'étudiants internationaux inscrits au niveau universitaire a connu une croissance annuelle à deux chiffres. Depuis

⁴ Pour un complément d'information : <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/menu-faits.asp>.

2005 cependant, cette croissance n'a pas été aussi rapide que la moyenne observée pour l'ensemble des étudiants.

Le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans les collèges de métiers a également fait l'objet d'une croissance annuelle à deux chiffres jusqu'en 2003. Or, ce nombre connaît une baisse régulière depuis 2004, qui s'est poursuivie jusqu'en 2010.

Le tableau 4 illustre la répartition des étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études. Ces données proviennent de l'effectif des étudiants internationaux au 1^{er} décembre de chaque année déclaré par CIC.

Tableau 4 Répartition des étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, 2000 à 2010

Distribution	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Secondaire ou moins	24,5 %	23,2 %	21,6 %	19,8 %	18,7 %	18,3 %	19,1 %	19,6 %	19,3 %	17,6 %	16,1 %
Métier	14,5 %	14,7 %	15,2 %	15,5 %	15,3 %	14,4 %	13,3 %	12,2 %	10,6 %	10,8 %	9,3 %
Université	46,6 %	46,5 %	48,5 %	50,8 %	53,8 %	54,9 %	54,6 %	53,7 %	53,5 %	55,9 %	53,6 %
Autre post-secondaire	8,0 %	9,4 %	9,6 %	9,9 %	8,4 %	8,7 %	9,3 %	11,0 %	12,8 %	11,9 %	16,9 %
Autre	6,3 %	6,2 %	5,0 %	4,0 %	3,8 %	3,8 %	3,7 %	3,4 %	3,7 %	3,7 %	4,1 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Les données présentées dans le Tableau 4 indiquent aussi que les universités canadiennes attirent beaucoup les étudiants internationaux lorsque nous comparons les étudiants des divers niveaux d'études. En combinant les universités aux divers collèges, on constate que le réseau postsecondaire regroupe près des quatre cinquièmes (79,7 % en 2010) de l'ensemble des étudiants internationaux qui effectuent un séjour d'études au Canada de plus de six mois.

4.1.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)

Tel que décrit dans la section sur la méthodologie, pour les étudiants internationaux qui étudient généralement pour moins de six mois au Canada et qui n'auraient donc pas eu besoin de se voir délivrer un permis d'études par CIC, nous nous sommes basés sur l'information qui nous a été fournie par Langues Canada. Cet organisme a mené en 2010 une enquête auprès de ses établissements membres; les 154 établissements qui y ont répondu accueillent au total 136 906 étudiants (représentant 1 639 793 semaines d'études). De ce nombre, au moins 110 157 (presque 81 %) des étudiants participaient à des programmes d'une durée inférieure à six mois (il nous a été impossible d'obtenir la ventilation du nombre de semaines d'études par durée de séjour, pour certains programmes). Ces données couvrent un amalgame de programmes linguistiques non crédités de niveau postsecondaire et relevant tant du réseau privé que du réseau public.

À la lumière de l'information communiquée par Langues Canada, on estime donc que le nombre d'étudiants internationaux inscrits à des programmes de formation linguistique de courte durée au Canada a totalisé 1 134 638 semaines d'études en 2010.

Il convient de noter que Langues Canada ne chapeaute pas tous les établissements canadiens de formation linguistique. Soulignons également qu'en l'absence de données fiables sur le nombre d'étudiants internationaux à courte durée de séjour inscrits à des programmes de formation professionnelle ou à d'autres types de formation, nous n'avons pu estimer que l'effectif des étudiants internationaux à courte durée de séjour dans les établissements couverts par Langues Canada.

4.2. Selon les provinces/territoires

4.2.1. Étudiants en séjour prolongé

Les données de CIC permettent également de déterminer le nombre d'étudiants internationaux par province/territoire.

Le tableau 4 donne une ventilation des effectifs d'étudiants internationaux par province et territoire au Canada, entre 2004 et 2010 (selon l'effectif des étudiants internationaux présents au 1^{er} décembre de chaque année). C'est à Terre-Neuve-et-Labrador et dans l'Île-du-Prince-Édouard qu'on observe les plus forts taux de croissance des dernières années (10,9 % et 15,4 % respectivement), mais cette croissance s'effectue à partir d'un faible nombre de départ. La Nouvelle-Écosse arrive au troisième rang, affichant un taux de croissance annuel de 6,4 p. 100 par année au cours de cette période.

Tableau 5 Nombre d'étudiants internationaux au Canada par province et territoire, 2004 à 2010

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Terre-Neuve-et-Labrador	915	1 049	1 203	1 382	1 524	1 525	1 700
Île-du-Prince-Édouard	309	345	405	476	521	655	730
Nouvelle-Écosse	5 464	5 461	5 475	5 444	5 802	6 610	7 920
Nouveau-Brunswick	3 193	3 242	3 181	3 228	3 263	3 285	3 515
Québec	25 472	25 206	25 914	27 095	28 010	30 575	32 225
Ontario	62 266	62 834	63 815	65 517	65 833	72 960	85 280
Manitoba	4 762	4 972	5 147	5 256	4 873	5 385	5 710
Saskatchewan	3 630	3 734	3 493	3 536	3 656	3 965	4 340
Alberta	12 023	12 431	12 965	13 846	14 433	15 560	16 290
Colombie-Britannique	46 707	47 777	48 463	50 198	50 221	55 450	60 470
Territoires*	97	111	85	93	87	65	60
Total	164 838	167 162	170 146	176 077	178 227	196 030	218 245

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

En raison de l'étendue de son territoire et de son grand nombre d'établissements d'enseignement, c'est l'Ontario qui attire le plus d'étudiants internationaux parmi l'ensemble des provinces et des territoires. Cette province attire près de 40 p. 100 des étudiants internationaux au Canada. Même si la Colombie-Britannique représente seulement environ 13 p. 100 de la population nationale, elle représente environ 28 p. 100 des effectifs d'étudiants internationaux au pays, ce qui indique la popularité de la province comme destination pour les études.

Le Québec, deuxième province la plus peuplée au pays, accueille près de 15 p. 100 des étudiants internationaux au pays. Les autres provinces, notamment les provinces Maritimes, ont augmenté le nombre d'étudiants internationaux dans la région au cours des dernières années, même si leur part du nombre total d'étudiants internationaux demeure relativement petite. Les informations décrivant la répartition des étudiants internationaux au Canada par province/territoire se trouvent au tableau 6.

Tableau 6 Répartition des étudiants internationaux au Canada par province et territoire, 2004 à 2010

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Terre-Neuve-et-Labrador	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,8 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %
Île-du-Prince-Édouard	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Nouvelle-Écosse	3,3 %	3,3 %	3,2 %	3,1 %	3,3 %	3,4 %	3,6 %
Nouveau-Brunswick	1,9 %	1,9 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,6 %
Québec	15,5 %	15,1 %	15,2 %	15,4 %	15,7 %	15,6 %	14,8 %
Ontario	37,8 %	37,6 %	37,5 %	37,2 %	36,9 %	37,2 %	39,1 %
Manitoba	2,9 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	2,7 %	2,7 %	2,6 %
Saskatchewan	2,2 %	2,2 %	2,1 %	2,0 %	2,1 %	2,0 %	2,0 %
Alberta	7,3 %	7,4 %	7,6 %	7,9 %	8,1 %	7,9 %	7,5 %
Colombie-Britannique	28,3 %	28,6 %	28,5 %	28,5 %	28,2 %	28,3 %	27,7 %
Territoires*	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Total	100,0 %						

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

4.2.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)

Cette sous-section examine le nombre d'étudiants de Langues Canada qui poursuivent une formation linguistique, ainsi que le nombre de semaines d'études, au Canada, par région.

Tableau 7 Nombre d'étudiants internationaux au Canada inscrits à des programmes de formation linguistique, par région, 2010

	Inscriptions aux programmes de Langues Canada							
	Étudiants	Semaines	Étudiants <4 sem.	Étudiants 4-12 sem.	Étudiants 13-24 sem.	Étudiants 25-36 sem.	Étudiants 37-52 sem.	Étudiants >1 an
Alberta	9 573	100 049	623	6 234	827	690	415	21
Colombie-Britannique	60 777	669 058	8 227	27 118	17 074	11 472	7 848	188
Saskatchewan et Manitoba	2 238	26 207	45	440	554	348	194	36
Ontario	50 269	643 896	6 506	20 212	10 711	5 365	1 891	284
Québec	10 314	107 487	1 430	5 906	2 339	546	91	2
Nouvelle-Écosse	2 937	65 210	104	767	805	471	595	195
Reste de l'ATLANTIQUE	798	27 886	129	74	32	6	555	2
Total	136 906	1 639 793	17 064	60 751	32 342	18 898	11 589	728

Source : Langues Canada

Les données dans le tableau 7 illustrent le nombre d'étudiants dans chaque province/région qui ont suivi des cours de formation linguistique en 2010 selon la durée de leurs programmes. Le nombre total d'étudiants (136 906), en comparaison avec les semaines d'études représentées, indique qu'en moyenne ces étudiants internationaux étudient pendant une durée approximative de 12 semaines dans le cadre de leurs programmes.

Il convient de noter que, des 136 906 étudiants, au moins 110 157 (près de 81 %) suivaient des programmes de courte durée de moins de 6 mois (ceux dans les colonnes « < 4 semaines », « 4 à 12 semaines » et « 13 à 24 semaines »). Ces programmes représentent 1 134 638 semaines d'étudiants, qui est le nombre que nous utiliserons pour le calcul des dépenses effectuées par les étudiants à courte durée de séjour plus loin dans la section 6.

Comme le montre le tableau 8, c'est la province de la Colombie-Britannique qui affiche le plus grand pourcentage d'étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques de Langues Canada, suivie de l'Ontario. Les données dans le tableau 8 indiquent également que c'est dans les provinces de l'Atlantique où la durée moyenne du séjour d'étude de ces étudiants internationaux est la plus longue. En fait, la durée de leur séjour d'étude est de 35 semaines en moyenne, comparativement aux 11 à 12 semaines dans les autres régions du pays.

Tableau 8 Répartition des étudiants internationaux au Canada inscrits à des programmes de formation linguistique, par région, 2010

Répartition	Étudiants	Semaines	Étudiants <4 sem.	Étudiants 4-12 sem.	Étudiants 13-24 sem.	Étudiants 25-36 sem.	Étudiants 37-52 sem.	Étudiants >1 an
Alberta	7,0 %	6,1 %	3,7 %	10,3 %	2,6 %	3,7 %	3,6 %	2,9 %
Colombie-Britannique	44,4 %	40,8 %	48,2 %	44,6 %	52,8 %	60,7 %	67,7 %	25,8 %
Saskatchewan et Manitoba	1,6 %	1,6 %	0,3 %	0,7 %	1,7 %	1,8 %	1,7 %	4,9 %
Ontario	36,7 %	39,3%	38,1%	33,3%	33,1%	28,4%	16,3%	39,0%
Québec	7,5 %	6,6 %	8,4 %	9,7 %	7,2 %	2,9 %	0,8 %	0,3 %
Nouvelle-Écosse	2,1 %	4,0 %	0,6 %	1,3 %	2,5 %	2,5 %	5,1 %	26,8 %
Reste de l'ATLANTIQUE	0,6 %	1,7 %	0,8 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	4,8 %	0,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Source : Langues Canada

4.3. Selon les provinces/territoires et par niveau d'études

4.3.1. Étudiants en séjour prolongé

Nous avons également obtenu de Citoyenneté et Immigration Canada des données sur les inscriptions d'étudiants internationaux par province et par niveau d'études. Pour l'année 2010, cette information est présentée au tableau 9.

Tableau 9 Nombre d'étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, par province et territoire, 2010

	Secondaire ou moins	Métier	Université	Post- Secondaire	Niveau d'études Autre	Niveau d'études non déclaré
Terre-Neuve-et-Labrador	100	30	1 470	90	10	-
Île-du-Prince-Édouard	80	15	560	65	10	-
Nouvelle-Écosse	1 045	250	5 910	560	155	-
Nouveau-Brunswick	415	65	2 625	250	160	-
Québec	1 790	995	25 430	3 165	850	-
Ontario	12 640	9 065	39 135	19 295	5 135	10
Manitoba	845	195	4 050	535	85	-
Saskatchewan	765	55	3 235	235	45	-
Alberta	3 605	1 870	8 545	1 900	375	-
Colombie-Britannique	13 820	7 700	25 935	10 800	2 220	-
Territoires*	25	10	10	10	-	-
Total	35 140	20 240	116 890	36 900	9 045	-

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Ce tableau présente notre meilleure estimation du nombre d'étudiants internationaux inscrits selon les divers niveaux d'études (pour une durée supérieure à six mois) dans chacune des provinces et chacun des territoires, et il sous-tend nos calculs de la section 6.

Le tableau 9 illustre la répartition des étudiants internationaux selon les divers niveaux d'études dans les provinces et les territoires. Dans les provinces Maritimes ainsi qu'au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan, au moins 70 p. 100 des étudiants internationaux sont de niveau universitaire. En Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique cependant, la proportion d'étudiants universitaires est inférieure à la moyenne nationale. Cela s'explique par le fait que les étudiants internationaux dans les autres niveaux de programmes représentent une part beaucoup plus grande de leur total.

Il convient de noter que les données présentées pour les territoires pourraient ne pas représenter correctement les inscriptions dans le réseau de la maternelle à la douzième année. Nous ne connaissons aucun programme d'éducation internationale dans les trois territoires. Nous n'avons donc calculé aucun impact à ce niveau de l'étude⁵.

⁵ Par exemple, le gouvernement du Yukon a déclaré qu'il n'existe, sur son territoire, aucun programme offert aux étudiants internationaux dans le réseau public de la maternelle à la douzième année. (Voir lien : <http://www.education.gov.yk.ca/psb/1185.html>).

Tableau 10 Répartition des étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, par province et territoire, 2010

	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre post- Secondaire	Autre	Niveau d'études non déclaré
Terre-Neuve-et-Labrador	5,9 %	1,8 %	86,5 %	5,3 %	0,6 %	-
Île du Prince-Édouard	11,0 %	2,1 %	76,7 %	8,9 %	1,4 %	-
Nouvelle-Écosse	13,2 %	3,2 %	74,6 %	7,1 %	2,0 %	-
Nouveau-Brunswick	11,8 %	1,8 %	74,7 %	7,1 %	4,6 %	0,0 %
Québec	5,6 %	3,1 %	78,9 %	9,8 %	2,6 %	-
Ontario	14,8 %	10,6 %	45,9 %	22,6 %	6,0 %	-
Manitoba	14,8 %	3,4 %	70,9 %	9,4 %	1,5 %	-
Saskatchewan	17,6 %	1,3 %	74,5 %	5,4 %	1,0 %	-
Alberta	22,1 %	11,5 %	52,5 %	11,7 %	2,3 %	-
Colombie-Britannique	22,9 %	12,7 %	42,9 %	17,9 %	3,7 %	-
Territoires*	41,7 %	16,7 %	16,7 %	16,7 %	-	-
Total	19,3 %	10,6 %	53,5 %	12,8 %	3,7 %	-

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

5. Dépenses des étudiants

Dans cette section, nous exposons en détail les sources d'information et les données utilisées, ainsi que les techniques que nous avons appliquées pour établir une estimation des dépenses de base engagées par les étudiants internationaux pour leur éducation et pour leurs besoins de subsistance durant leur séjour au Canada.

5.1. Frais de scolarité et autres frais

5.1.1. Étudiants en séjour prolongé

Le tableau 11 indique la moyenne des dépenses en frais de scolarité et autres frais effectués par les étudiants internationaux à divers niveaux d'études, pour chaque province et territoire.

Tableau 11 Estimation des frais de scolarité et des dépenses liées à l'éducation par étudiant international au Canada, selon les divers niveaux d'études et par province et territoire, 2010

	Secondaire ou moins		Université			Autre post- secondaire	
	Métier	Moyenne	Frais supp.	Livres et fournitures	Autre		
Terre-Neuve-et-Labrador	9 000 \$	10 980 \$	10 310 \$	500 \$	1 200 \$	10 980 \$	10 980 \$
Île-du-Prince-Édouard	10 000 \$	22 710 \$	23 340 \$	500 \$	1 200 \$	22 710 \$	22 710 \$
Nouvelle-Écosse	8 000 \$	12 990 \$	12 390 \$	640 \$	1 200 \$	12 990 \$	12 990 \$
Nouveau-Brunswick	11 160 \$	12 140 \$	11 700 \$	410 \$	1 200 \$	12 140 \$	12 140 \$
Québec	7 945 \$	16 220 \$	15 990 \$	630 \$	1 200 \$	16 220 \$	16 220 \$
Ontario	13 250 \$	19 160 \$	19 060 \$	810 \$	1 200 \$	19 160 \$	19 160 \$
Manitoba	10 000 \$	12 200 \$	11 740 \$	430 \$	1 200 \$	12 200 \$	12 200 \$
Saskatchewan	10 795 \$	14 080 \$	13 820 \$	440 \$	1 200 \$	14 080 \$	14 080 \$
Alberta	9 830 \$	17 900 \$	17 640 \$	820 \$	1 200 \$	17 900 \$	17 900 \$
Colombie-Britannique	13 430 \$	16 890 \$	16 850 \$	520 \$	1 200 \$	16 890 \$	16 890 \$
Territoires*	-	8 300 \$	7 490 \$	360 \$	1 200 \$	8 300 \$	8 300 \$
Moyenne	10 341 \$	14 870 \$	16 770 \$	700 \$	1 200 \$	14 870 \$	14 870 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Estimations de RKA en fonction de l'enquête FSSUC de Statistique Canada et autres sources

Pour les frais de scolarité et les autres frais engagés au niveau maternelle-secondaire, nous avons utilisé les données figurant dans les rapports publiés par les gouvernements provinciaux dans chacune des provinces. Veuillez prendre note que ces données sont fondées sur les droits de scolarité et autres frais engagés au cours d'une année scolaire (10 mois) pour les écoles publiques

seulement. Les droits de scolarité et autres frais dans les écoles privées peuvent être considérablement plus élevés.

L'enquête annuelle de Statistique Canada intitulée « Frais de scolarité et de subsistance » (FSSUC) offre des données détaillées sur les frais de scolarité des étudiants internationaux inscrits à plein temps au niveau universitaire, pour chacune des provinces. À noter que cette enquête n'offre aucune donnée pour les territoires.

Nous n'avons pu calculer la moyenne des frais de scolarité universitaires selon les divers cycles (premier cycle et cycles supérieurs, à temps plein) car nous n'avons pas de données sur l'effectif des étudiants internationaux inscrits pour chaque catégorie. Aux fins de notre calcul, nous avons utilisé la moyenne des frais de scolarité s'appliquant au premier cycle. Nous avons également inclus la catégorie « Frais supplémentaires », qui représente les frais obligatoires qu'imposent les universités aussi bien aux étudiants du pays qu'aux étudiants internationaux, comme les frais d'utilisation des installations, les frais d'association, les frais de santé et les frais dentaires (pour les étudiants internationaux seulement), les frais de laissez-passer étudiants dans certains cas, etc. Nous avons également prévu une allocation de 1 200 \$ par année d'études pour les livres.

Soulignons que les frais de scolarité pour les étudiants du premier cycle portent sur une année scolaire de huit mois, bien que certains étudiants suivent des cours de programmes d'été. Nous avons postulé que tous les étudiants internationaux de premier cycle déboursent pour une année donnée l'équivalent en frais de scolarité d'une année scolaire.

À l'échelle nationale, les frais de scolarité des étudiants internationaux de premier cycle se chiffraient en moyenne à 16 768 \$ en 2010-2011, soit une augmentation de 5,2 p. 100 par rapport à l'année précédente. Cette augmentation des frais de scolarité des étudiants internationaux de premier cycle était moins élevée que celle de l'année précédente (+7,1 %), et les changements dans les frais de scolarité variaient d'une diminution de 0,3 % en Nouvelle-Écosse à une augmentation de 9,5 p. 100 en Saskatchewan⁶.

En ce qui concerne les catégories « Métier » et « Autre postsecondaire », voici comment nous avons procédé pour estimer les frais de scolarité et autres dépenses directement liées à l'éducation :

- Pour les frais de scolarité, nous avons appliqué un taux de 90 p. 100 des frais de scolarité universitaires moyens pratiqués dans chaque province. Selon les données de l'enquête FSSUC, les frais de scolarité exigés par les collèges qui offrent une formation de niveau universitaire équivalent

⁶ Voir <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/100916/dq100916a-fra.htm>.

en moyenne à environ 90 p. 100 des frais pratiqués par l'ensemble des établissements de formation recensés⁷.

- Nous avons également supposé que les étudiants internationaux des catégories « Métier » et « Autre postsecondaire » déboursaient en moyenne le même montant « Frais supplémentaires » que les étudiants internationaux de niveau universitaire⁸.
- Pour l'achat de livres, nous avons appliqué la même allocation annuelle.
- Pour les étudiants internationaux inscrits à des collèges dans les territoires, l'information sur les frais de scolarité provient d'un certain nombre de sites Web de collèges.

Quant aux étudiants internationaux de la catégorie « Autre », nous avons postulé, faute d'informations détaillées sur la nature de leurs études, qu'ils déboursaient le même niveau de frais de scolarité et d'autres dépenses liées à l'éducation que les étudiants de la catégorie « Métier ».

5.1.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)

Selon les données de Langues Canada, les étudiants inscrits à des programmes linguistiques de courte durée payent en moyenne 305 \$ par semaine d'études en frais de scolarité.

5.2. Frais de subsistance

5.2.1. Étudiants en séjour prolongé

Nous avons également consulté diverses sources de données pour calculer la moyenne des frais de subsistance déboursés selon les différents niveaux d'études. Le tableau 12 illustre les données concernant les frais de séjour en famille d'accueil, les frais moyens de chambre et de repas et les autres frais de subsistance de base dépensés par les étudiants étrangers, selon divers niveaux d'études.

⁷ Le ministère des Études supérieures de la Colombie-Britannique nous a également fourni des données détaillées sur les frais de scolarité s'appliquant aux étudiants internationaux des universités et collèges publics. Là aussi, la moyenne des frais de scolarité pratiqués pour une année scolaire passée dans un collège ou un collège universitaire équivaut à environ 90 p. 100 de la moyenne pour l'ensemble des universités et collèges publics.

⁸ Les données de l'enquête FSSUC couvrent les collèges et instituts qui offrent une formation de niveau universitaire.

Tableau 12 Dépenses en services de logement et autres connexes par étudiant international au Canada par niveau d'études, selon les provinces et les territoires, 2010

	Secondaire ou		Université		Autre	
	moins	Métier	Chambre et repas Moyenne	Transport	post- secondaire	Autre
Terre-Neuve-et-Labrador	6 500 \$	9 930 \$	9 330 \$	600 \$	9 930 \$	9 930 \$
Île-du-Prince-Édouard	6 500 \$	13 275 \$	12 855 \$	420 \$	13 275 \$	13 275 \$
Nouvelle-Écosse	6 500 \$	12 600 \$	12 060 \$	540 \$	12 600 \$	12 600 \$
Nouveau-Brunswick	6 500 \$	11 990 \$	11 640 \$	350 \$	11 990 \$	11 990 \$
Québec	7 000 \$	12 305 \$	11 805 \$	500 \$	12 305 \$	12 305 \$
Ontario	8 350 \$	13 255 \$	12 435 \$	820 \$	13 255 \$	13 255 \$
Manitoba	6 500 \$	12 810 \$	12 090 \$	720 \$	12 810 \$	12 810 \$
Saskatchewan	6 600 \$	11 875 \$	11 475 \$	400 \$	11 875 \$	11 875 \$
Alberta	7 020 \$	11 550 \$	10 650 \$	900 \$	11 550 \$	11 550 \$
Colombie-Britannique	8 080 \$	12 815 \$	11 835 \$	980 \$	12 815 \$	12 815 \$
Territoires*	-	9 740 \$	8 400 \$	1 340 \$	9 740 \$	9 740 \$
Moyenne	6 955 \$	12 013 \$	11 325 \$	688 \$	12 013 \$	12 013 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Estimations de RKA en fonction de l'enquête FSSUC de Statistique Canada et autres sources

Pour calculer les frais de subsistance dépensés dans la catégorie maternelle-secondaire, nous avons consulté les rapports gouvernementaux des provinces, concernant les frais moyens de séjour en famille d'accueil pour une période de dix mois.⁹

Au niveau universitaire, nous avons utilisé les données de l'enquête annuelle Frais de scolarité et de subsistance (FSSUC) de Statistique Canada pour calculer les frais moyens de chambre et de repas dépensés sur le campus pour une période de huit mois. Les valeurs inscrites dans la colonne « Université - Chambre et repas - Moyenne » ont été mises à l'échelle d'une année complète.

Soulignons qu'il s'agit là d'estimations relativement modérées, puisqu'elles s'appliquent à des étudiants célibataires vivant sur le campus. Les étudiants ayant une famille dépensent généralement davantage que le montant indiqué au tableau 12. Nous évaluons, à l'annexe 2, comment les dépenses totales sont affectées par les changements dans les frais de subsistance.

Nous avons également prévu des allocations pour les frais de transport des étudiants, selon la province et le territoire¹⁰. Nous avons utilisé à cette fin les données de l'Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada

⁹ En utilisant une valeur basée sur un séjour de dix mois en famille d'accueil, nous avons supposé que les élèves internationaux des écoles secondaires ou des niveaux inférieurs du réseau maternelle-douzième année passaient en moyenne dix mois au Canada par année et pouvaient retourner dans leur pays d'origine pour les vacances.

¹⁰ Il peut y avoir double comptage des frais de transport dans ce tableau et dans le tableau 7, du fait que certaines universités incluent le coût des laissez-passer d'autobus dans les « Frais supplémentaires ».

pour 2009, qui détaille les dépenses des ménages au chapitre des transports publics, par province et territoire. Les valeurs que nous avons utilisées ont trait aux dépenses médianes par foyer ayant déclaré utiliser les transports publics. Les valeurs de 2010 ont été ajustées en fonction de l'inflation entre 2009 et 2010.

Pour les étudiants des autres catégories d'études (métier, autre postsecondaire, autre), nous avons postulé qu'ils dépensaient l'équivalent de ce que doivent verser les étudiants universitaires durant une année scolaire (moyenne des frais de chambre et de repas et des frais de transport).

Les coûts moyens des repas et des services de logement pour les collèges dans les territoires ont été déterminés sur la base des données provenant des sites Web de collèges. Il en va de même des estimations du coût de transport.

En plus des frais de subsistance de base présentés ci-dessus, nous avons prévu 2 500 \$ par étudiant/année (1 500 \$ pour les élèves du réseau maternelle-douzième année) en dépenses discrétionnaires (comme les repas à l'extérieur, les loisirs et les divertissements).

Pour chaque province et territoire, dans chaque niveau d'études, nous avons appliqué la formule suivante pour calculer les dépenses totales :

(Nombre estimatif d'étudiants dans ce niveau d'études) X (total des éléments suivants : moyenne des frais de scolarité et des frais supplémentaires, livres, moyenne des frais de chambre et de repas, moyenne des frais de transport, moyenne des dépenses discrétionnaires) par année = Dépenses totales par étudiant international durant une année à ce niveau d'études.

5.2.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)

Selon les données de Langues Canada, un étudiant à courte durée de séjour dépense en moyenne 206 \$ par semaine d'études en frais de chambre. Nous avons prévu 100 \$ par semaine d'études pour la nourriture, 35 \$ pour le transport et 50 \$ par semaine pour les dépenses discrétionnaires, en fonction des sites Web de divers établissements qui fournissent des informations sur la budgétisation des dépenses.

6. Évaluation de l'impact économique de l'éducation internationale au Canada

Dans cette section, nous combinons le nombre estimatif d'étudiants internationaux par niveau d'études dans chaque province et territoire avec les estimations des frais d'éducation et des frais de subsistance, pour obtenir une estimation du montant total dépensé par les étudiants internationaux durant leur séjour au Canada.

6.1. Dépenses totales

Sur la base des données et des approches que nous avons décrites dans les deux sections précédentes, nous avons estimé que les étudiants dans le réseau maternelle-douzième année contribuent plus de 763 millions de dollars à l'économie canadienne, et ceux dans le réseau universitaire contribuent à raison de près de 4 milliards de dollars par année à l'économie canadienne en 2010. Quant aux étudiants des autres établissements postsecondaires, nous avons estimé qu'ils contribuent à hauteur de 1,9 milliard de dollars à l'économie du pays. Au total, les étudiants qui ont séjourné six mois ou davantage au Canada en 2010 ont injecté 6,9 milliards de dollars à l'économie canadienne. Ces données sont présentées au tableau 13.

Tableau 13 Estimation des dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études et par province et territoire, 2010

	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre post- secondaire	Autre	Dépenses totales
Terre-Neuve-et-Labrador	1 700 000 \$	702 000 \$	35 927 000 \$	2 107 000 \$	234 000 \$	40 670 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	1 440 000 \$	577 000 \$	22 856 000 \$	2 502 000 \$	385 000 \$	27 760 000 \$
Nouvelle-Écosse	16 720 000 \$	7 023 000 \$	173 340 000 \$	15 730 000 \$	4 354 000 \$	217 167 000 \$
Nouveau-Brunswick	7 951 000 \$	1 731 000 \$	72 975 000 \$	6 658 000 \$	4 261 000 \$	93 576 000 \$
Québec	29 437 000 \$	30 870 000 \$	829 654 000 \$	98 194 000 \$	26 371 000 \$	1 014 526 000 \$
Ontario	291 984 000 \$	316 504 000 \$	1 441 146 000 \$	673 685 000 \$	179 289 000 \$	2 902 608 000 \$
Manitoba	15 210 000 \$	5 364 000 \$	116 154 000 \$	14 718 000 \$	2 338 000 \$	153 784 000 \$
Saskatchewan	14 455 000 \$	1 565 000 \$	96 516 000 \$	6 687 000 \$	1 280 000 \$	120 503 000 \$
Alberta	66 152 000 \$	59 747 000 \$	288 052 000 \$	60 705 000 \$	11 981 000 \$	486 637 000 \$
Colombie-Britannique	317 998 000 \$	247 979 000 \$	878 807 000 \$	347 814 000 \$	71 495 000 \$	1 864 093 000 \$
Territoires*	-	205 000 \$	213 000 \$	205 000 \$	-	623 000 \$
Total	763 047 000 \$	672 267 000 \$	3 955 640 000 \$	1 229 005 000 \$	301 988 000 \$	6 921 947 000 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Estimations de RKA

Les dépenses totales moyennes d'un étudiant universitaire (comprenant les frais de scolarité, les autres frais, les livres et les repas, le transport et les dépenses discrétionnaires) au Canada dans les divers niveaux d'études peuvent donc être présentées de la façon suivante :

- Maternelle-douzième année : 21 710 \$
- Métier : 33 210 \$
- Université : 33 840 \$
- Autre postsecondaire : 33 310 \$
- Autre : 33 390 \$
- Tous les niveaux d'études : 31 720 \$

À cela, il faut ajouter les quelque 788 millions de dollars par année dépensés par les étudiants qui suivent une formation linguistique de courte durée. Le calcul de ce montant repose sur les valeurs des dépenses par semaine pour 1 134 638 semaines d'études.

Tableau 14 Estimation des dépenses totales des étudiants internationaux à courte durée de séjour de Langues Canada au Canada, par province et territoire, 2010

	Dépenses totales	Part des exp. par province
Terre-Neuve-et-Labrador	367 913 \$	0 %
Île-du-Prince-Édouard	103 185 \$	0 %
Nouvelle-Écosse	15 031 315 \$	2 %
Nouveau-Brunswick	541 687 \$	0 %
Québec	65 677 517 \$	8 %
Ontario	262 724 657 \$	33 %
Manitoba	5 320 205 \$	1 %
Saskatchewan	4 499 226 \$	1 %
Alberta	46 423 486 \$	6 %
Colombie-Britannique	387 472 971 \$	49 %
Territoires*	-	-
Total	788 162 162 \$	100 %

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : *Estimations de RKA*

En combinant les étudiants en séjour prolongé et les étudiants à courte durée de séjour, nous estimons que les étudiants internationaux ont dépensé en 2010 un total d'environ 7,71 milliards de dollars, ce qui représente une contribution de taille à l'économie canadienne.¹¹

¹¹ À titre de comparaison, nous soulignons que le dossier annuel de Statistique Canada en matière de commerce des services indique que, en 2010, les dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux qui poursuivent des études au Canada dans les collèges et universités s'élevaient à 3,51 milliards de dollars. Voir <http://cansim2.statcan.gc.ca/cgi->

Soulignons que nos calculs reposent sur diverses enquêtes et sur des données de dépenses moyennes, et qu'à ce titre nos estimations sont relativement prudentes. Nous avons des preuves anecdotiques qui démontrent, dans certains cas, que les dépenses d'étudiants se situent bien au-delà de la moyenne. Cependant, vu l'absence d'un ensemble de données cohérentes qui montrent le pourcentage des étudiants internationaux dans la catégorie des différents niveaux de dépenses, nous avons décidé de faire abstraction de ces données pour nos estimations.

6.2. Impact économique direct

6.2.1. Étudiants en séjour prolongé

Toute comparaison entre les chiffres des services d'éducation internationale des provinces et des territoires et ceux enregistrés par les autres secteurs de l'économie doit être interprétée en termes de poids relatif pour le produit intérieur brut (PIB), l'emploi et le trésor public.

Dans cette sous-section, nous faisons appel à des multiplicateurs économiques dérivés des tableaux provinciaux d'entrées-sorties de Statistique Canada pour estimer la contribution des services d'éducation internationale au PIB, à l'emploi et au trésor public de chaque province¹².

Le tableau 15 ci-dessous illustre notre estimation des dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux qui séjournent au Canada pendant au moins six mois, et leur contribution correspondante au PIB¹³, à l'emploi et au trésor public de la province/du territoire¹⁴.

win/cnsmcgi.pgm?Lang=F&Accessible=1&ArrayId=T978&ResultTemplate=V3764&RootDir=CII&Interactive=1&OutFmt=HTML2D&Array_Retr=1&Dim=- pour obtenir de plus amples renseignements. Les lecteurs peuvent se référer à la Section 2 (Méthodologie) pour obtenir une explication sur la différence entre nos estimations et celles de Statistique Canada, et à l'annexe 1 pour le rapprochement de nos estimations avec l'évaluation de Statistique Canada.

¹² Statistique Canada, multiplicateurs provinciaux d'entrées-sorties, 2007.

¹³ Les dépenses totales (ou production industrielle) désignent la valeur des extrants produits, qu'il s'agisse d'un produit intermédiaire (p. ex. grume destinée au bois de construction) ou d'un produit final (p. ex. une poutre de construction dans une maison dont la construction a été achevée). Si l'on calcule le produit intérieur brut (PIB) provincial, la valeur de la grume sera comptée de nombreuses fois, depuis son état brut jusqu'à son utilisation finale comme poutre de construction, ce qui fausse le calcul. La valeur de la production industrielle totale inclut donc à la fois la valeur des intrants intermédiaires et la valeur des intrants primaires (dans ce dernier cas la main-d'œuvre et le capital de production). C'est la somme de ces valeurs, également appelée valeur ajoutée, qui est égale au produit intérieur brut provincial.

¹⁴ Les taxes incluses dans les tableaux d'entrées-sorties comprennent les taxes indirectes sur les produits ainsi que les taxes indirectes sur la production imposées aux niveaux fédéral, provincial et municipal, le cas échéant, moins les subventions de produits et/ou de production.

Tableau 15 Impact économique direct des services d'éducation internationale, par province et territoire, 2010

	Dépenses totales	PIB	Emploi	Trésor public
Terre-Neuve-et-Labrador	40 670 000 \$	27 614 000 \$	370	1 480 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	27 760 000 \$	6 191 000 \$	60	621 400 \$
Nouvelle-Écosse	217 167 000 \$	123 568 000 \$	1 890	12 000 000 \$
Nouveau-Brunswick	93 576 000 \$	66 975 000 \$	1 030	3 425 300 \$
Québec	1 014 526 000 \$	593 069 000 \$	8 000	81 226 000 \$
Ontario	2 902 608 000 \$	1 808 730 000 \$	29 970	202 975 000 \$
Manitoba	153 784 000 \$	87 342 000 \$	1 640	10 831 000 \$
Saskatchewan	120 503 000 \$	69 887 000 \$	1 050	4 479 000 \$
Alberta	486 637 000 \$	300 332 000 \$	4 770	13 249 000 \$
Colombie-Britannique	1 864 093 000 \$	1 151 116 000 \$	21 460	66 897 000 \$
Territoires*	623 000 \$	174 000 \$	0	8 000 \$
Total	6 921 947 000 \$	4 234 998 000 \$	70 240	397 191 700 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : RKA, selon les multiplicateurs provinciaux d'entrées-sorties de Statistique Canada, 2007.

En 2010, la contribution des services d'éducation internationale au PIB canadien totalisait plus de 4,2 milliards de dollars. À titre de comparaison, la contribution de l'ensemble du secteur canadien des services d'éducation atteignait 66,6 milliards de dollars (valeur de 2007). On constate donc que les services d'éducation internationale comptaient pour environ 6,3 p. 100 de l'ensemble du secteur canadien des services à l'éducation.

Sur le plan de l'emploi, les services d'éducation internationale représentaient 70 240 emplois au Canada.¹⁵ Dans son ensemble, le secteur canadien des services d'éducation employait quelque 1 217 800 personnes en 2010. Les services d'éducation internationale représentaient donc l'équivalent d'environ 5,7 p. 100 de tous les emplois du secteur des services à l'éducation.

6.2.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)

Lorsque nous tenons compte des dépenses effectuées par les étudiants à courte durée de séjour qui suivent une formation linguistique couverte par Langues Canada, nous constatons que ces étudiants internationaux ont aussi contribué une somme supplémentaire de 788 millions de dollars en 2010 en

¹⁵ À noter que l'impact économique direct sur le PIB, l'emploi et le trésor public n'est pas attribuable au seul secteur des services d'éducation. En fait, dans chaque modèle provincial d'entrées-sorties, les dépenses totales ont été attribuées aux industries suivantes : universités et services d'éducation gouvernementaux; commerce de détail; transport en commun et transport terrestre de voyageurs; finance, assurances, immobilier et location; arts, divertissement et loisirs.

dépenses totales à l'économie canadienne. Soit environ 456 millions de dollars pour le PIB, 10 780 emplois et 48 millions de dollars pour le trésor public. Voir le tableau 16.

Tableau 16 Impact économique direct des étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques de courte durée, par province et territoire, 2010

	Dépenses totales	PIB	Emploi	Trésor public
Terre-Neuve-et-Labrador	367 910 \$	234 000 \$	0	10 200 \$
Île-du-Prince-Édouard	103 190 \$	62 000 \$	0	3 200 \$
Nouvelle-Écosse	15 031 310 \$	8 793 000 \$	250	861 000 \$
Nouveau-Brunswick	541 690 \$	390 000 \$	10	22 000 \$
Québec	65 677 520 \$	36 273 000 \$	870	5 655 000 \$
Ontario	262 724 660 \$	155 703 000 \$	3 330	22 198 000 \$
Manitoba	5 320 210 \$	2 738 000 \$	110	396 000 \$
Saskatchewan	4 499 230 \$	2 250 000 \$	90	169 000 \$
Alberta	46 423 490 \$	27 488 000 \$	620	1 713 000 \$
Colombie-Britannique	387 472 970 \$	221 777 000 \$	5 500	17 081 000 \$
Territoires*	-	0 \$	0	0 \$
Total	788 162 180 \$	455 708 000 \$	10 780	48 108 400 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : RKA, selon les multiplicateurs provinciaux d'entrées-sorties de Statistique Canada, 2007.

6.2.3. Recettes fiscales perçues par le gouvernement

Dans cette sous-section, nous démontrerons davantage l'importance de l'éducation internationale à l'égard de sa contribution aux recettes publiques. Les chiffres sur les recettes publiques, tels qu'indiqués dans les tableaux 15 et 16, ont été obtenus en se fondant sur les tableaux d'entrées-sorties provinciaux et territoriaux publiés par Statistique Canada et en calculant le montant de taxes indirectes nettes encourues dans le processus de production d'extrants et de services d'une industrie.

Les taxes indirectes encourues dans le cadre du processus de production d'extrants et de services comprennent tant les taxes indirectes sur la production que les taxes indirectes sur les produits. Les types de taxes peuvent être les suivants :

- taxe fédérale tirée de la loterie et des courses
- taxe fédérale sur l'essence
- taxe fédérale d'accise
- droits fédéraux d'accise
- taxe fédérale sur le transport aérien
- taxe provinciale sur la quantité de gallons de vin et d'alcool

- bénéfiques commerciaux provinciaux tirés de l'alcool et de la loterie
- taxe provinciale sur l'essence
- taxe provinciale d'amusement
- taxe locale d'amusement
- taxe locale sur les ventes au détail
- TPS fédérale
- taxe provinciale sur les ventes au détail
- TVH provinciale

Les taxes nettes que nous avons calculées sont le total des taxes indirectes moins les subventions de produits et de production. À partir de ce qui a été inclus dans les « recettes fiscales perçues par le gouvernement », le lecteur constatera qu'il s'agit d'une estimation très prudente des sommes en taxe que les étudiants internationaux ont payées, étant donné que nous n'avons pas inclus d'autres types de revenus fiscaux, comme les impôts sur le revenu des particuliers payés par les personnes fournissant des services aux étudiants internationaux.

Le montant des recettes fiscales perçues par le gouvernement peut ensuite être attribué aux gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux, ainsi qu'aux administrations municipales. Pour ce faire, nous nous sommes référés à de l'information sur le regroupement des recettes et des dépenses des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et des administrations municipales publiées par Statistique Canada. En 2009 (dernière année au cours de laquelle de telles informations sont indiquées), la répartition des taxes de consommation entre les gouvernements fédéral, provinciaux/territoriaux et les administrations municipales était de 39,7 p. 100, de 60,2 p. 100 et de 0,01 p. 100.

Par conséquent, des 397,2 millions de dollars de recettes fiscales perçues par les gouvernements auprès des étudiants internationaux en séjour prolongé, le gouvernement fédéral aurait bénéficié de 157,7 millions de dollars, et 239 millions de dollars ont augmenté les recettes perçues par les gouvernements provinciaux et territoriaux.

De même, des 48 millions de dollars de recettes fiscales générées par les étudiants internationaux à courte durée de séjour, 19 millions de dollars sont allés au gouvernement fédéral et près de 29 millions de dollars sont allés aux gouvernements provinciaux et territoriaux.

6.2.4. Comparaison avec les valeurs d'impact dans l'étude de 2009

Comparativement avec les résultats de notre étude précédente, le changement dans les valeurs de dépenses totales effectuées par les étudiants en séjour prolongé peuvent être attribuées tant à l'évolution des inscriptions qu'à l'inflation des prix. Comme le tableau ci-dessous l'illustre, les inscriptions des étudiants en séjour prolongé se sont accrues de 22 p. 100 entre 2008 et 2010. Les dépenses

totales se sont accrues de 26 p. 100, indiquant le taux d'inflation implicite des prix d'environ 2 p. 100 par année.

Soulignons aussi qu'en raison de la disponibilité des données, nous avons été en mesure d'utiliser des données plus exactes sur les frais de scolarité et autres frais pour calculer les dépenses effectuées par les étudiants universitaires dans chacune des provinces et chacun des territoires.

	2010	2008	2010	2008
	Inscriptions		Dépenses totales	
Terre-Neuve-et-Labrador	1 700	1 524	40 670 000 \$	38 145 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	730	521	27 760 000 \$	12 864 000 \$
Nouvelle-Écosse	7 920	5 802	217 167 000 \$	168 340 000 \$
Nouveau-Brunswick	3 515	3 263	93 576 000 \$	88 915 000 \$
Québec	32 225	28 010	1 014 526 000 \$	1 025 042 000 \$
Ontario	85 280	65 833	2 902 608 000 \$	2 162 252 000 \$
Manitoba	5 710	4 873	153 784 000 \$	115 807 000 \$
Saskatchewan	4 340	3 656	120 503 000 \$	99 695 000 \$
Alberta	16 290	14 433	486 637 000 \$	364 584 000 \$
Colombie-Britannique	60 470	50 221	1 864 093 000 \$	1 423 161 000 \$
Territoires*	60	87	623 000 \$	1 214 000 \$
Total	218 245	178 227	6 921 947 000 \$	5 500 019 000 \$

Nous n'avons pas de ventilation régionale des inscriptions des étudiants à courte durée de séjour de Langues Canada en 2009. Par conséquent, nos estimations des inscriptions dans chacune des provinces ont été obtenues sur la base de la part des dépenses totales des étudiants du CIC dans une province. Grâce à des données améliorées, nous avons une image plus précise des dépenses possibles effectuées par les étudiants à séjour de courte durée dans les provinces et territoires en 2010.

En outre, soulignons que parce que nous avons utilisé des tableaux provinciaux entrées-sorties plus détaillés pour calculer les valeurs de l'impact et obtenir une meilleure répartition concernant l'industrie des intrants, les valeurs de l'impact sont plus précises dans cette mise à jour.

6.3. Comparaison du secteur des services d'éducation internationale au Canada avec d'autres secteurs d'exportation

Dans cette sous-section, nous comparons la valeur totale des services d'éducation internationale, selon les principaux pays d'origine, avec les valeurs des exportations canadiennes de biens et services effectuées vers ces pays. Nous comparons également la valeur des dépenses totales effectuées dans les

services canadiens d'éducation internationale avec la valeur totale du secteur des exportations de biens au Canada.

Le tableau 17 indique le nombre de détenteurs de permis d'études en 2010 (en date du 1^{er} décembre), selon les dix principaux pays d'origine. Cela représente l'estimation du nombre d'étudiants internationaux en séjour prolongé au Canada selon les divers niveaux d'études et les principaux pays d'origine.

Tableau 17 Nombre d'étudiants internationaux en séjour prolongé au Canada selon les principaux pays d'origine, 2010

Région/Pays	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre post-secondaire	Autre	Total
Chine	6 685	4 290	35 180	9 690	1 065	56 900
Corée	9 895	7 825	5 370	1 170	360	24 615
Inde	205	1 415	4 640	10,560	700	17 530
Arabie saoudite	670	950	6 565	2,475	2 305	12 960
États-Unis	905	330	8 600	1,010	415	11 280
France	450	240	8 185	1,015	150	10 050
Japon	1 315	575	2 025	660	1 275	5 845
Mexique	1 745	350	1 380	550	325	4 530
Hong Kong	1 110	230	2 090	545	25	4 000
Taiwan	925	300	1 195	890	40	3 355
10 régions principales	23 905	16 505	75 230	28 565	6 660	151 065
Ensemble des régions/pays	35 140	20 240	116 890	36 900	9 045	218 245

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Utilisant les données provenant de Langues Canada, nous avons dans le tableau suivant les estimations des étudiants en formation linguistique selon les mêmes principaux pays d'origine.

Tableau 18 Nombre d'étudiants internationaux de Langues Canada au Canada selon les principaux pays d'origine, 2010

	Étudiants de LC
Chine	13 719
Corée	20 466
Inde	-
Arabie saoudite	16 340
États-Unis	364
France	1 965
Japon	16 018
Mexique	5 861
Hong Kong	-
Taiwan	2 568
Total	110 157

Source : Langues Canada

Toutefois, les données de Langues Canada ne nous permettent pas de fournir de plus amples détails sur le pourcentage d'étudiants qui effectuent un séjour d'études de moins de six mois dans une année donnée. Nous n'utilisons donc pas l'information provenant de Langues Canada dans nos calculs qui suivent.

Dans l'ensemble, les étudiants internationaux des 10 principaux pays d'origine représentent près des deux-tiers de l'ensemble des étudiants internationaux qui viennent étudier au Canada. En multipliant la moyenne des dépenses totales effectuées par étudiant selon le niveau d'études par le nombre total d'étudiants internationaux issus de chacun des dix principaux pays d'origine, nous avons obtenu la valeur totale des exportations de services d'éducation internationale du Canada vers chacun de ces pays. Ces données sont résumées au tableau 19.

Tableau 19 Nombre d'étudiants internationaux au Canada selon les principaux pays d'origine, et valeur totale du secteur des services d'éducation internationale, 2010

Région/Pays	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre post-secondaire	Autre	Ensemble des étudiants en séjour prolongé
Chine	145 131 000 \$	142 471 000 \$	1 190 491 000 \$	322 774 000 \$	35 560 000 \$	1 836 427 000 \$
Corée	214 820 000 \$	259 868 000 \$	181 721 000 \$	38 973 000 \$	12 020 000 \$	707 402 000 \$
Inde	4 451 000 \$	46 992 000 \$	157 018 000 \$	351 754 000 \$	23 373 000 \$	583 588 000 \$
Arabie saoudite	14 546 000 \$	31 550 000 \$	222 160 000 \$	82 442 000 \$	76 964 000 \$	427 662 000 \$
États-Unis	19 648 000 \$	10 959 000 \$	291 024 000 \$	33 643 000 \$	13 857 000 \$	369 131 000 \$
France	9 770 000 \$	7 970 000 \$	276 980 000 \$	33 810 000 \$	5 009 000 \$	333 539 000 \$
Japon	28 549 000 \$	19 096 000 \$	68 526 000 \$	21 985 000 \$	42 572 000 \$	180 728 000 \$
Mexique	37 884 000 \$	11 624 000 \$	46 699 000 \$	18 321 000 \$	10 852 000 \$	125 380 000 \$
Hong Kong	24 098 000 \$	7 638 000 \$	70 726 000 \$	18 154 000 \$	835 000 \$	121 451 000 \$
Taiwan	20 082 000 \$	9 963 000 \$	40 439 000 \$	29 646 000 \$	1 336 000 \$	101 466 000 \$
10 régions principales	518 979 000 \$	548 131 000 \$	2 545 784 000 \$	951 502 000 \$	222 378 000 \$	4 786 774 000 \$
Ensemble des régions/pays	762 889 000 \$	672 170 000 \$	3 955 558 000 \$	1 229 139 000 \$	302 013 000 \$	6 921 769 000 \$

Source : Estimations de RKA

À noter que les montants indiqués au tableau 16 sont une sous-estimation de la valeur « réelle » des exportations canadiennes de services d'éducation, du fait que seuls ont été comptabilisés les étudiants qui effectuent un séjour d'études au Canada d'au moins six mois dans une année, à l'exclusion de ceux inscrits à des programmes d'éducation et de formation de courte durée.

À titre de comparaison, nous indiquons également la valeur des services d'éducation internationale pour chacun des dix principaux pays d'origine en proportion de la valeur totale des exportations de biens vers ces pays. La dernière rangée dans le tableau 20 montre la valeur des services d'éducation internationale au Canada pour tous les étudiants internationaux en séjour prolongé et la valeur des exportations totales de biens du Canada.

Tableau 20 Comparaison des services d'éducation internationale avec les exportations totales de biens du Canada vers chacun des dix principaux pays d'origine des étudiants internationaux et vers tous les pays, 2010

Région/Pays	Ensemble des étudiants en séjour prolongé	Ensemble des exportations de biens	Services d'éducation comme % de l'ensemble des exportations de biens
Chine	1 836 427 000 \$	13 232 891 000 \$	13,9 %
Corée	707 402 000 \$	3 709 307 000 \$	19,1 %
Inde	583 588 000 \$	2 088 683 000 \$	27,9 %
Arabie saoudite	427 662 000 \$	977 758 000 \$	43,7 %
États-Unis	369 131 000 \$	299 068 000 000 \$	0,1 %
France	333 539 000 \$	2 349 565 000 \$	14,2 %
Japon	180 728 000 \$	9 194 118 000 \$	2,0 %
Mexique	125 380 000 \$	5 009 864 000 \$	2,5 %
Hong Kong	121 451 000 \$	1 897 603 000 \$	6,4 %
Taiwan	101 466 000 \$	1 289 112 000 \$	7,9 %
10 régions principales	4 786 774 000 \$	338 816 901 000 \$	1,4 %
Ensemble des régions/pays	6 921 769 000 \$	399 434 000 000 \$	1,7 %

Source : Estimations de RKA en fonction des données du MAECI

Malgré leur faible valeur par rapport aux exportations totales de biens vers des pays comme le Japon et les États-Unis, les services d'éducation internationale contribuent considérablement aux exportations totales du Canada vers des pays comme l'Inde, la République populaire de Chine, la Corée du Sud et l'Arabie saoudite.

Nous soulignons, toutefois, que nos estimations des services d'éducation internationale dépassent à la fois les services de voyage et le total des exportations de services rapportés par Statistique Canada pour un certain nombre de ces dix principaux pays, en particulier pour la Chine, la Corée, l'Inde et l'Arabie saoudite.

En comparaison avec les résultats de notre étude de 2009, l'importance de l'éducation internationale s'est accrue comparativement à la valeur des exportations du Canada. Dans l'ensemble, la valeur de l'éducation internationale représente 1,7 p. 100 de la valeur de l'ensemble des exportations de biens du Canada en 2010, soit une augmentation par rapport à 1,1 p. 100 en 2008. Nous prévenons que cette augmentation peut s'expliquer en partie par le fait que nous avons les données sur les étudiants internationaux selon les niveaux d'études dans chacun des principaux pays d'origine dans cette étude, ce que nous n'avons pas dans l'étude de 2009. Nous avons donc appliqué une valeur des dépenses moyennes pour tous les étudiants provenant de ce pays.

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Quant aux principaux pays d'origine, ces ratios se sont accrus pour la Chine, l'Arabie saoudite, la France, l'Inde et le Mexique.

7. Retombées additionnelles en termes d'activités touristiques

Le surcroît d'activités touristiques engendré par les membres de la famille et les amis qui visitent le pays d'accueil des étudiants internationaux, durant le séjour de ces derniers, représente une retombée supplémentaire de l'éducation internationale pour le pays hôte.

Comme pour notre étude précédente en 2009, il n'y a pas de données qui montrent le pourcentage réel d'étudiants internationaux dont les membres de la famille et les amis visitent le Canada durant leur séjour d'études dans ce pays. Aux fins de cette estimation, nous avons utilisé une méthodologie similaire comme dans notre étude de 2009 pour obtenir le nombre estimatif de membres de la famille et d'amis des étudiants internationaux qui participent aux activités touristiques.

La méthodologie adoptée dans notre étude précédente en 2009 reposait sur le travail de recherche mené par Tourism Research Australia en 2007 (Australian Council for Private Education and Training (ACPET), 2009). Cette étude montre que pour chaque tranche de dix étudiants en visite d'éducation « formelle » (c'est-à-dire dont le but premier de la visite en Australie est l'éducation), on dénombre cinq autres personnes (membres de la famille et amis) en visite au pays. Pour les étudiants en visite « informelle » (dont le but premier de la visite en Australie n'est pas les études mais qui ont quand même suivi un cours durant leur séjour), chaque tranche de dix étudiants amène deux visiteurs de plus.

Tableau 21 Nombre de visiteurs (amis et membres de la famille) par étudiant international, Australie, 2006

	Étudiant en visite « formelle »	Étudiant en visite « informelle »	Tous les étudiants	
Membres de la famille	0,3	0,1	0,4	
Amis	0,2	0,1	0,3	
Total	0,5	0,2	0,7	

Source : Tourism Research Australia 2007, reproduit de ACPET 2009

En admettant une tendance similaire pour les étudiants internationaux qui séjournent au Canada, on peut conclure que le Canada accueille chaque année jusqu'à 131 200 membres de la famille et amis d'étudiants internationaux, comme l'indique le tableau 22 ci-dessous.

Tableau 22 Nombre de visiteurs (amis et membres de la famille) pour l'ensemble des étudiants internationaux au Canada

	Étudiant en visite « formelle »	Étudiant en visite « informelle »	Tous les étudiants
Membres de la famille	65 472	11 016	76 488
Amis	43 648	11 016	54 664
Total	109 120	22 031	131 151

Source : RKA

Pour ce qui est des dépenses de voyage, nos données proviennent de la publication de Statistique Canada intitulée *Voyages internationaux, 2009*, selon laquelle les personnes ayant passé une nuit ou plus au Canada ont dépensé en moyenne 739 \$¹⁶. (Nombre moyen de nuits passées au Canada : 7,4)

Au moyen de l'information obtenue sur l'inscription des étudiants selon les provinces/territoires, ainsi que de nos estimations des « touristes amis et membres de la famille », nous avons calculé les dépenses totales liées aux activités touristiques supplémentaires. Nous avons de plus estimé l'impact économique des dépenses liées au tourisme (que l'on estime à 336 millions de dollars en 2010) sur le PIB, l'emploi et les recettes publiques en raison des dépenses effectuées par les étudiants, tel que décrit ci-dessus. Cela équivaut à environ 188 millions de dollars pour le PIB, 5 550 emplois et 9,7 millions de dollars pour le trésor public. Voir le tableau 23¹⁷.

¹⁶ Voir <http://www.statcan.gc.ca/pub/66-201-x/66-201-x2009000-fra.pdf> pour obtenir de l'information sur les voyages internationaux.

¹⁷ Dans l'estimation de l'impact économique direct des activités touristiques sur le PIB, l'emploi et le trésor public, les dépenses totales effectuées dans chaque province ont été réparties entre les industries suivantes dans le modèle individuel provincial d'entrées-sorties : commerce de détail, transport en commun et transport terrestre de voyageurs, services de logement et d'alimentation, arts, divertissement et loisirs.

Tableau 23 Impact économique direct des activités touristiques liées aux étudiants internationaux et aux membres de leur famille/à leurs amis, 2010

	Estimation des dépenses touristiques totales	PIB	Emploi	Trésor public
Terre-Neuve-et-Labrador	1 941 590 \$	1 065 000 \$	40	56 900 \$
Île-du-Prince-Édouard	822 570 \$	410 000 \$	20	23 000 \$
Nouvelle-Écosse	10 168 360 \$	5 875 000 \$	210	324 000 \$
Nouveau-Brunswick	3 969 880 \$	1 930 000 \$	80	81 800 \$
Québec	43 881 570 \$	24 578 000 \$	780	1 115 000 \$
Ontario	126 515 070 \$	72 146 000 \$	2 120	4 005 000 \$
Manitoba	6 764 060 \$	3 280 000 \$	100	216 000 \$
Saskatchewan	5 183 500 \$	2 780 000 \$	90	125 000 \$
Alberta	24 636 050 \$	12 332 000 \$	280	604 000 \$
Colombie-Britannique	112 440 910 \$	63 251 000 \$	1 830	3 187 000 \$
Territoires*	65 880 \$	33 000 \$	0	1 300 \$
Total	336 389 440 \$	187 680 000 \$	5 550	9 739 000 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : RKA, selon les multiplicateurs provinciaux d'entrées-sorties de Statistique Canada, 2007.

En utilisant l'approche décrite dans la section 6.2.3, du total de 9,7 millions de dollars en recettes fiscales, 3,9 millions de dollars représentaient une contribution aux recettes fiscales du gouvernement fédéral, tandis que 5,9 millions de dollars sont allés aux gouvernements provinciaux et territoriaux.

8. La performance du Canada dans le marché mondial

Pour demeurer concurrentiel dans l'arène économique mondiale, le Canada doit enrichir son bassin de talents en attirant les meilleurs cerveaux dans des domaines très diversifiés : sciences et recherche-développement, développement économique, diversification culturelle, pour n'en nommer que quelques-uns. En plus de contribuer considérablement à l'économie des collectivités d'accueil locales, les étudiants internationaux en séjour d'études au Canada peuvent également s'avérer être pour notre économie une précieuse source de main-d'œuvre hautement qualifiée, en cette période où l'hémisphère occidental risque de connaître des pénuries de main-d'œuvre, particulièrement parmi les meilleures compétences de pointe.

Cette section présente des statistiques de l'Institut de statistique de l'UNESCO concernant la mobilité des étudiants internationaux au niveau tertiaire, par pays¹⁸. Dans le tableau 24, nous montrons le nombre d'étudiants internationaux dans certains pays d'accueil, de 1999 à 2009 (l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles en ce qui concerne la plupart des pays).

Tableau 24 Nombre d'étudiants internationaux de niveau tertiaire dans certains pays d'accueil, 1999 à 2009

ANNÉE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Japon	56 552	59 691	63 637	74 892	86 505	117 903	125 917	130 124	125 877	126 568	131 599
Nouvelle-Zélande	6 900	8 210	11 069	17 732	26 359	41 422	40 774	...	33 047	31 565	38 351
Canada	32 466	36 450	42 711	49 572	59 067	65 001	69 126	68 520	92 881
France	130 952	137 085	147 402	165 437	221 567	237 587	236 518	247 510	246 612	243 436	249 143
Allemagne	178 195	187 033	199 132	219 039	240 619	260 314	259 797	207 994	206 875	189 347	197 895
Grande-Bretagne	232 540	222 936	225 722	227 273	255 233	300 056	318 399	330 078	351 470	341 791	368 968
États-Unis	451 935	475 169	475 168	582 996	586 316	572 509	590 158	584 719	595 874	624 474	660 581
Australie	117 485	105 764	120 987	179 619	188 160	166 954	177 034	184 710	211 526	230 635	257 637
... Données non disponibles											
Total mondial	1 602 186	1 731 913	1 804 933	2 104 935	2 360 223	2 432 256	2 475 986	2 543 659	2 745 080	2 775 012	2 799 408

Source : Institut de statistique de l'UNESCO

Le tableau 25 montre le nombre d'étudiants internationaux de niveau tertiaire dans ces pays sélectionnés comme pourcentage du nombre total d'étudiants internationaux en séjour d'études à l'étranger, de 1999 à 2009 (p. ex. la part de chaque pays sur le marché mondial).

¹⁸ L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) est le bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le dépositaire de l'ONU de statistiques comparables sur l'éducation, la science, la technologie, la culture et la communication.

Tableau 25 Certains pays hôtes d'étudiants internationaux de niveau tertiaire, parts de marché, 1999 à 2009, et taux de croissance annuel moyen

ANNÉE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Taux croiss. ann. moyen	
											2009	1999-2007
Japon	3,5 %	3,4 %	3,5 %	3,6 %	3,7 %	4,8 %	5,1 %	5,1 %	4,6 %	4,6 %	4,7 %	11 %
Nouvelle-Zélande	0,4 %	0,5 %	0,6 %	0,8 %	1,1 %	1,7 %	1,6 %	...	1,2 %	1,1 %	1,4 %	22 %
Canada	2,0 %	2,1 %	2,4 %	2,4 %	2,5 %	2,7 %	2,8 %	2,7 %	3,4 %	14 %
France	...	7,9 %	8,2 %	7,9 %	9,4 %	9,8 %	9,6 %	9,7 %	9,0 %	8,8 %	8,9 %	8 %
Allemagne	...	10,8 %	11,0 %	10,4 %	10,2 %	10,7 %	10,5 %	8,2 %	7,5 %	6,8 %	7,1 %	2 %
Grande-Bretagne	14,5 %	12,9 %	12,5 %	10,8 %	10,8 %	12,3 %	12,9 %	13,0 %	12,8 %	12,3 %	13,2 %	5 %
États-Unis	28,2 %	27,4 %	26,3 %	27,7 %	24,8 %	23,5 %	23,8 %	23,0 %	21,7 %	22,5 %	23,6 %	4 %
Australie	7,3 %	6,1 %	6,7 %	8,5 %	8,0 %	6,9 %	7,2 %	7,3 %	7,7 %	8,3 %	9,2 %	8 %
... Données non disponibles												
Total mondial	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	7 %

Source : Institut des statistiques de l'UNESCO

Les données dans ce tableau indiquent que le Canada a accueilli environ 3 p. 100 des étudiants internationaux sur le marché mondial, soit un peu plus que la Nouvelle-Zélande. La part de marché du Canada à ce niveau d'éducation s'est également accrue de 1999 à 2007. Par comparaison, l'Australie, un pays comparable au Canada par sa taille et sa population, occupe 9,2 p. 100 du marché mondial dans ce secteur. De tous ces pays sélectionnés, les États-Unis occupent la plus grande part de marché, située à 23,6 p. 100 en 2009.

Le tableau 25 montre de plus le taux de croissance annuel moyen du nombre d'étudiants internationaux dans ces pays au cours de la période allant de 1999 à 2007 (l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles en ce qui concerne le Canada).

Parmi tous les pays comparés, c'est en Nouvelle-Zélande que le nombre d'étudiants internationaux de niveau collégial et universitaire a le plus augmenté. Le Canada s'est positionné au-dessus de la moyenne, présentant un taux de croissance annuel moyen de 14 p. 100 comparativement au taux de croissance de 7 p. 100 pour l'ensemble des pays. Les résultats de ces deux variables indiquent que le Canada a réalisé des progrès au cours des dernières années en matière d'attraction des étudiants internationaux. Cette observation s'inscrit dans la logique de nos constatations dans la section de l'analyse documentaire présentée auparavant.

9. Conclusions et recommandations

Dans le présent rapport, Roslyn Kunin and Associates, Inc. (RKA) a principalement utilisé des sources secondaires pour recueillir de l'information afin d'estimer l'impact quantitatif des étudiants internationaux de divers niveaux d'études sur l'économie canadienne. L'équipe de RKA a également beaucoup travaillé avec des intervenants et organismes du domaine de l'éducation internationale à la collecte des données sur les divers types de postes de dépenses et leurs montants en dollars, et a calculé les dépenses totales selon les niveaux d'études et les provinces/territoires concernés.

Nous avons analysé les différences d'un certain nombre d'ensembles de données qui pourraient être utilisés pour déterminer approximativement le nombre d'étudiants internationaux en séjour d'études dans les provinces et les territoires au Canada. Finalement, nous avons adopté la série chronologique du nombre de détenteurs de permis d'études au pays, tirée de Citoyenneté et Immigration Canada, comme données indirectes sur le nombre d'étudiants internationaux au pays selon les divers niveaux d'études. Comme les données de CIC ne fournissent aucune information sur les étudiants à courte durée de séjour qui ne nécessitent pas de permis d'études pour poursuivre une carrière ou une formation linguistique ou professionnelle lors de leur séjour au Canada, nous avons utilisé les données de Langues Canada, un ensemble établi de données qui aide à combler certaines lacunes sur le plan des données.

Le marché des étudiants internationaux en séjour d'études au Canada génère des retombées économiques considérables pour le pays. En 2010, les dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux en séjour prolongé se sont chiffrées à environ 6,9 milliards de dollars. Celles-ci se traduisent par un apport de près de 4,2 milliards de dollars au PIB du Canada et représentent près de 7 p. 100 de la contribution globale du secteur des services d'éducation au PIB du Canada.

Les services d'éducation internationale s'adressant aux étudiants internationaux en séjour prolongé représentent plus de 70 000 emplois, soit environ 5,7 p. 100 du nombre total des emplois concernés par le secteur des services d'éducation du Canada.

Les services d'éducation internationale s'adressant aux étudiants internationaux en séjour prolongé ont aussi généré des recettes publiques de près de 400 millions de dollars, principalement par la voie des taxes de consommation. De ce montant, nous estimons que le gouvernement fédéral aurait perçu 157,7 millions de dollars et que 239 millions de dollars ont augmenté les recettes perçues par les gouvernements provinciaux et territoriaux.

Les étudiants internationaux inscrits à des programmes de formation linguistique de courte durée au Canada ont aussi engagé des dépenses annuelles supplémentaires totales de 788 millions de dollars dans l'économie canadienne, ce qui représente une contribution d'environ 455 millions de dollars au PIB, 10 780 emplois et 48 millions de dollars en recettes publiques.

Outre les impacts économiques résultant des dépenses effectuées par les étudiants pour les droits de scolarité, les frais connexes et les dépenses minimales de la vie quotidienne, on estime que 336 millions de dollars par année peuvent être attribués aux activités supplémentaires liées au tourisme, y compris celles des étudiants internationaux et des membres de leur famille et amis.

Les services d'éducation internationale offerts par le Canada aux étudiants en séjour prolongé représentent à eux seuls l'équivalent de 1,7 p. 100 du total des exportations canadiennes de biens dans le monde. Toutefois, pour les principaux pays d'origine des étudiants internationaux, comme la Chine, la Corée du Sud et l'Arabie saoudite, les services d'éducation internationale du Canada vers ces pays représentent plus de 10 p. 100 des exportations canadiennes de biens vers ces pays.

Il convient de noter que le présent rapport a utilisé une combinaison de documents, de sites Web et d'autres informations publiques pour recueillir des données et il s'agit, au mieux, de nos estimations éclairées de l'importance des services d'éducation internationale au Canada. Toutefois, ces estimations sont sujettes à révision si des données plus précises étaient rendues disponibles dans l'avenir.

Vu le nombre important de retombées économiques engendrées au pays par les étudiants internationaux, nous croyons qu'il faut élaborer des ensembles de données définis de manière plus uniforme et disponibles de façon plus opportune. Ceux-ci permettront d'assurer le suivi de la performance des services d'éducation internationale au fil du temps.

Ainsi, nous recommandons ce qui suit :

- S'assurer que les étudiants internationaux sont reconnus et appuyés proportionnellement à leur importance au Canada en regard d'exportations de biens et de services de taille semblable.
- Envisager la possibilité d'établir une méthode d'enquête semblable à celle utilisée en Australie, qui consiste à interroger un échantillon de visiteurs quittant le pays sur leurs activités au Canada. Cette enquête serait effectuée dans tous les grands aéroports internationaux et serait menée dans plusieurs langues.
- Collaborer avec les intervenants (notamment CIC, Statistique Canada, et les universités, collèges et autres établissements de formation) pour

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

établir un système cohérent de consignation des données afin d'assurer le suivi des dépenses effectuées par les étudiants internationaux lors de leur séjour au Canada.

- Élaborer, de concert avec Statistique Canada, une enquête nationale auprès des établissements d'enseignement publics et privés pour connaître le nombre d'étudiants internationaux inscrits à leurs programmes d'enseignement, le tarif des frais de scolarité pratiqué et les autres dépenses associées aux programmes menant à l'obtention d'un grade/d'un diplôme, ainsi que les autres cours offerts aux adultes et de formation continue d'une durée de moins de six mois.
- Assurer une coordination avec les gouvernements provinciaux et les organismes nationaux concernés afin de garantir la cohérence des questions de l'enquête menée auprès des étudiants internationaux.

Références

Articles

Australian Council for Private Education and Training (ACPET) (2009), « The Australian Education Sector and the Economic Contribution of International Students ».

Association des universités et collèges du Canada (AUCC) (2007), « Les universités canadiennes et la mobilité étudiante à l'étranger ».
http://www.aucc.ca/_pdf/francais/publications/student_mobility_2007_f.pdf

Association des universités et collèges du Canada (AUCC) (2011), Tendances dans le milieu universitaire – effectifs <http://www.aucc.ca/wp-content/uploads/2011/05/tendances-dans-le-milieu-universitaire-vol1-effectifs-2011-f.pdf>

BC Ministry of Advanced Education (2006), « Economic Impact of International Education at Public Post-Secondary Institutions ».

Bureau canadien de l'éducation internationale (2007), « Étoiles du nord ».

Bureau canadien de l'éducation internationale (2009) « Le Canada au premier rang – L'enquête de 2009 sur les étudiants étrangers ».

Citoyenneté et Immigration Canada (non daté), « Competitor Research »

Citoyenneté et Immigration Canada (2007), Faits et chiffres 2007 : Aperçu de l'immigration – résidents permanents et temporaires
<http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/pub/faits2007.pdf> (consulté le 8 juillet 2009)

Citoyenneté et Immigration Canada (2011). Faits et chiffres 2010 : Aperçu de l'immigration – résidents permanents et temporaires
<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/menu-faits.asp>

Conference Board du Canada (1999). « The Economic Implications of International Education for Canada and Nine Comparator Countries ».

Conference Board du Canada (2006). « Opportunity Begins at Home: Enhancing Canadian Commercial Services Exports »

Council for Higher Education Accreditation, American Council on Education, Association des universités et collèges du Canada et Association internationale des universités, « *Un enseignement supérieur de qualité au-delà des frontières* –

Comment identifier et élaborer des bonnes pratiques » (« Sharing Quality Higher Education Across Borders: A Checklist for Good Practice »)

Université Dalhousie, School of Public Administration (2010), « The Economic of Post-Secondary International Students in Atlantic Canada: An Expenditure Analysis »

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada (non daté) « Growth in Foreign Student Expenditures in Canada »

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada (2007) « Canadian Economic Performance »

Direction de l'éducation internationale du gouvernement du Manitoba (2007), « Rapport annuel 2006-2007 ».

Infometrics (2006). « The Economic Impact of Foreign Fee-Paying Students », rapport destiné au ministère de l'Éducation (Nouvelle-Zélande).

Informetrics, NRB & Skinnerstrategic (2008). « The Economic Impact of Export Education ».

Institute for the Study of International Migration (2007), « Foreign Students Coming to America ».

Institute of International Education (2010). Communiqué de presse : <http://www.iie.org/Who-We-Are/News-and-Events/Press-Center/Press-Releases/2010/2010-11-15-Open-Doors-International-Students-In-The-US>

King, Russel et autres (2010) Analyse de la documentation sur la mobilité étudiante à l'étranger (International student mobility literature review). http://www.britishcouncil.org/hefce_bc_report2010.pdf

NAFSA (2010). « The Economic Benefits of International Education to the United States for the 2009-2010 Academic Year: A Statistical Analysis ».

Naidoo, Vikash (2005), « Bridging The Gap Between Anecdotal And Empirical Evidence In The International Education Market: Insights From The US and UK ».

Skills Research Initiative (2006), « Structural Incentives to Attract Foreign Students to Canada's Post-Secondary Educational System: A Comparative Analysis ».

Seldon, James R. (2005), « The Economic Impact of Thompson River University's International Students on the Kamloops Economy: 2005-06 », Université Thompson Rivers.

Statistique Canada (2000), « La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux au Canada : concepts, sources, méthodes et produits », Catalogue n° 67-506-XIE. <http://www.statcan.gc.ca/pub/67-506-x/67-506-x2000001-fra.pdf> (consulté le 4 juillet 2009)

Statistique Canada (2008). Voyages internationaux, 2007. Catalogue n° 66-201-XWE. <http://www.statcan.gc.ca/pub/66-201-x/2007000/tablesectlist-listetableauxsect-fra.htm>

Statistique Canada (2010). Voyages internationaux, 2009. Catalogue n° 66-201-X. <http://www.statcan.gc.ca/pub/66-201-x/66-201-x2009000-fra.pdf>

The Observer (2007) « Costs deter foreign students », The Observer, 16 septembre 2007

Verbik, Line and Veronica Lasanowski (2007). « International Student Mobility: Patterns and Trends »

Institut de statistique de l'UNESCO (2010). *Recueil de données mondiales sur l'éducation : Statistiques comparées sur l'éducation dans le monde.* <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001894/189433e.pdf>

Sites Web

Général

High School Programs Abroad (Programmes d'études secondaires à l'étranger) : www.highschoolprogramsabroad.com

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants : <http://www.cfs-fcee.ca/html/french/research/factsheets/factsheet-intl-undergrad-fr.pdf>

Schools in Canada (Écoles au Canada) : www.schoolsincanada.com

Australian Council for Private Education and Training : http://www.acpet.edu.au/index.php?option=com_content&task=view&id=183&Itemid=108

Association canadienne des écoles de langues privées : <http://www.vec.ca/french/1/index.cfm>

Langues Canada : <http://www.languagescanada.ca/>

Edudata Canada : http://www.edudata.educ.ubc.ca/about_us/about_us_project.htm

Conseil canadien sur l'apprentissage : <http://www.ccl-cca.ca/CCL/Home/index-2.html>

Citoyenneté et Immigration Canada : www.cic.gc.ca

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : www.dfait.gc.ca

Statistique Canada : www.statcan.gc.ca

Données sur le commerce en direct :
http://www.ic.gc.ca/sc_mrkti/tdst/tdo/tdo.php#tag

Université Thompson Rivers : <http://www.tru.ca/>

Association des universités et collèges du Canada (AUCC) :
http://www.aucc.ca/policy/research/index_e.html

Dépenses des étudiants :

Université de Toronto: http://www.utoronto.ca/about-uoft/measuring-our-performance/cudo/cudo_2008/annualexpenses.htm

Institut universitaire de technologie de l'Ontario :
<http://www.uoit.ca/EN/main/11259/oira/cudo2008/htmlSectionG.html>

Université Bishop's : <http://www.ubishops.ca/int-exch/int/fees.html>

Fleming College :
<http://www.flemingc.on.ca/index.cfm/go/international/sub/costs.cfm>

Centre de service national de prêts aux étudiants :
<https://nslsc.canlearn.ca/eng/default.aspx>

Faires des études en Ontario (Study in Ontario) :
<http://www.tcu.gov.on.ca/fre/postsecondary/study/index.html>

Yukon College International : <http://www.yukoncollege.yk.ca/international/future-students/fees-costs.php>

Direction de l'éducation internationale du Manitoba – Droits de scolarité et frais connexes : <http://www.gov.mb.ca/ie/study/tuition.html>

Collège de l'Arctique du Nunavut :
http://www.arcticcollege.ca/students/intlstudents_eng.aspx

Faire des études en Alberta : catalogue des programmes offerts aux élèves internationaux de la maternelle à la douzième année (Study in Alberta: Catalogue of International Student Programs for Kindergarten to Grade 12)
http://www.studyinalberta.ca/media/63032/cs3_abed_inted_k-12catalogue_finalrev2%20web.pdf

Saskatoon : <http://www.saskatooninternational.com/>

Regina : http://international.rbe.sk.ca/tuition_fees

Île-du-Prince-Édouard :

<http://www.gov.pe.ca/eecd/index.php3?number=1027953&lang=E>

Canada Homestay Network :

<http://www.canadahomestayinternational.com/studentsservices.html>

Droits de scolarité des écoles de Toronto :

http://www.tdsb.on.ca/wwwdocuments/programs/international_students/docs/Tuition%20Fee%20and%20Refund%20Policy%20ENGLISH%2011-12.pdf

Écoles au Canada : <http://www.schoolsincanada.com/index.cfm>

Droits de scolarité à Montréal : http://www.emsb.qc.ca/fr/index_fr.asp

Performance du secteur des services d'éducatons internationale

« Canada Losing Out on Student Revenue », Vancouver Sun, 27 mars 2006 :

<http://www2.canada.com/vancouver/news/business/story.html?id=c0db1f52-0062-498c-8e29-7e5a14d9e69c>

« The Role of International Education », BC Progress Board :

http://www.bcprogressboard.com/2005Report/EducationReport/Education_Final.pdf

« More Overseas Students 'Found », BBC, 21 mai 2009 :

http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/education/8060219.stm

Institut de statistique de l'UNESCO :

<http://stats.uis.unesco.org/unesco/ReportFolders/reportFolders.aspx>

Ministères provinciaux

Direction de l'éducation internationale du Manitoba :

<http://www.gov.mb.ca/ie/index.html>

Faire des études en Alberta (Study in Alberta) : <http://www.studyinalberta.ca/>

Faire des études en Ontario (Study in Ontario) :

<http://www.tcu.gov.on.ca/fre/postsecondary/study/index.html>

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec : www.mels.gouv.qc.ca

Associations provinciales

BC Centre for International Education: <http://bccie.bc.ca/bccie/factsfigs.php>

EduNova : <http://edunova.ca/?lang=eng>

Annexe 1 Rapprochement des estimations de RKA et de l'évaluation de Statistique Canada

Statistique Canada a signalé que les services d'éducation internationale du Canada étaient évalués à 3,51 milliards de dollars en 2010. Dans la présente annexe, nous allons faire concorder nos estimations des services d'éducation internationale présentées dans les tableaux 13 et 14 avec l'évaluation de Statistique Canada.

Nous avons été informés que l'évaluation par Statistique Canada des étudiants internationaux en 2010 reposait sur le nombre d'étudiants internationaux dans le réseau post-secondaire, c'est-à-dire 118 870. Une ventilation de l'évaluation de Statistique Canada indique que les dépenses moyennes pour les droits de scolarité étaient de 17 263 dollars, que celles pour la nourriture et le loyer étaient de 11 437 dollars et celles pour les fournitures de 832 dollars. La moyenne des dépenses totales par étudiant était donc de 29 532 dollars pour une année scolaire (8 mois).

Dans le calcul effectué par RKA, pour le même type d'étudiants (équivalant à la somme des étudiants dans les métiers, à l'université et dans les autres niveaux d'études post-secondaires), le coût moyen pour les droits de scolarité était de 18 406 dollars, celui pour la nourriture et le loyer était de 7 976 dollars, celui pour le transport était de 779 dollars tandis que les dépenses discrétionnaires moyennes étaient de 2 500 dollars. La moyenne des dépenses totales était de 29 661 dollars. Ces chiffres sont pour une année universitaire, c'est-à-dire huit mois. Si nous avons appliqué une valeur de 118 870 pour le nombre d'étudiants, les dépenses totales résultantes pour cette population d'étudiants aurait été de 3,52 milliards de dollars, un chiffre similaire à celui de l'évaluation effectuée par Statistique Canada. Cependant, pour estimer le nombre d'étudiants de niveau post-secondaire au Canada en 2010, nous nous sommes appuyés sur les valeurs de l'estimation de Citoyenneté et Immigration Canada du « stock » d'étudiants étrangers au 1^{er} décembre 2010. Le nombre total d'étudiants provenant de cette source indique que 174 060 étudiants qui détenaient un permis d'étudiant valide poursuivaient de la formation de niveau post-secondaire au Canada. Par conséquent, les dépenses totales ont été évaluées à 5,16 milliards de dollars.

Tel qu'expliqué en détail dans le rapport, nous avons assumé que même si les estimations de l'enquête Frais de scolarité et de subsistance des étudiants (FSSUC) de Statistique Canada pour « Chambre et repas » sont pour une période de huit mois, les étudiants internationaux sont plus susceptibles de rester pour toute l'année civile. C'est pourquoi nous avons appliqué un facteur de $12/8 = 1,5$ pour mettre à niveau le coût des repas et du logement. Grâce à cet ajustement, les dépenses totales pour les étudiants internationaux de niveau post-secondaire est passé à 5,86 milliards de dollars.

En plus des étudiants post-secondaires, nous avons inclus les étudiants dans le réseau de la maternelle à la douzième année (avec les dépenses relatives aux droits de scolarité et à la famille d'accueil pendant 10 mois), et les autres étudiants dont le niveau d'études n'était pas évident, mais qui ont été inclus dans les données de CIC. Le total des dépenses pour ces étudiants « en séjour prolongé » (ce qui signifie qu'ils sont tenus par CIC de détenir un permis d'étudiant valide pendant leur séjour au Canada pour poursuivre des études de plus de six mois pendant une année civile) était de 6,92 milliards de dollars.

Le dernier segment de la population étudiante internationale renvoie aux étudiants « en séjour de courte durée » qui ne nécessitent pas un permis d'étudiant pour poursuivre une formation généralement de durée inférieure à six mois. Ces étudiants comprendraient ceux qui poursuivent une formation linguistique ou une autre formation professionnelle de courte durée. Pour des raisons pratiques, nous avons seulement des données de Langues Canada et, par conséquent, avons évalué les dépenses de cette source. Pour ces 110 157 étudiants qui ont étudié pendant une période allant jusqu'à 24 semaines en 2010 (voir tableau 7), le nombre total de semaines d'étudiants était estimé à 1 134 638, et les dépenses totales à 788 millions de dollars (tableau 14).

Le fait de combiner les étudiants en séjour prolongé avec les étudiants en séjour de courte durée donne des dépenses totales de 7,71 milliards de dollars dans l'estimation de RKA.

Ventilation du rapprochement avec l'évaluation de Statistique Canada

Tableau 1

Rapprochement des estimations de RKA avec l'évaluation de Statistique Canada

	Dépenses annuelles moyennes						Dépenses totales (Millions \$)
	Étudiants	Droits de scolarité	Nourriture et logement	Autres	Dépenses discrétionnaires	Total	
	(N ^{bre})	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	
Statistique Canada	118 870	17 263	11 437	832	néant	29 532	3 510,50
Passer aux coûts de RKA		+1 143	-3 461	-53	+2 500	129	15,3
Passer aux nombre d'étudiants de RKA	+55 190					29 661	1 637,0
Passer aux dépenses pour la nourriture et le logement (12 mois)	174 060		+3 988				694,2
Ajouter les étudiants de la maternelle à la douzième année	35 140					21 710	762,9
Ajouter les autres étudiants en séjour prolongé	9 045					33 390	302,0
Ajouter les étudiants en séjour de courte durée *	1 134 638	305	306	35	50	696	789,7
Dépenses effectuées par les étudiants internationaux selon RKA							7 711,6

* : utilise le nombre de semaines d'étudiants et les dépenses hebdomadaires par étudiant

Annexe 2 Analyse des scénarios

Dans cette annexe, nous présentons une évaluation de la façon dont les dépenses totales vont changer pour quatre différents scénarios de hausse du nombre d'étudiants internationaux dans la province au niveau post-secondaire.

Aux fins de la présente analyse, nous mettons l'accent sur l'évaluation de la manière dont les dépenses totales changent :

- lorsqu'une partie des étudiants représentés par les données de CIC peut ne pas poursuivre activement une formation officielle;
- lorsqu'une partie des étudiants de niveau post-secondaire poursuivent des études à temps partiel;
- lorsque les frais de subsistance sont supérieurs ou inférieurs.

Dans le reste de la présente annexe, nous allons montrer que les dépenses totales changeront à la suite de changements dans les inscriptions des étudiants internationaux ou de leurs habitudes de dépenses.

Avant de poursuivre, nous reproduisons le tableau 13 dans le rapport aux fins de comparaison.

Estimation des dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études et par province et territoire, 2010

	Secondaire ou moins		Métier	Université	Autre post- secondaire	Autre	Dépenses totales
Terre-Neuve-et-Labrador	1 700 000 \$	702 000 \$	35 927 000 \$	2 107 000 \$	234 000 \$	40 670 000 \$	
Île-du-Prince-Édouard	1 440 000 \$	577 000 \$	22 856 000 \$	2 502 000 \$	385 000 \$	27 760 000 \$	
Nouvelle-Écosse	16 720 000 \$	7 023 000 \$	173 340 000 \$	15 730 000 \$	4 354 000 \$	217 167 000 \$	
Nouveau-Brunswick	7 951 000 \$	1 731 000 \$	72 975 000 \$	6 658 000 \$	4 261 000 \$	93 576 000 \$	
Québec	29 437 000 \$	30 870 000 \$	829 654 000 \$	98 194 000 \$	26 371 000 \$	1 014 526 000 \$	
Ontario	291 984 000 \$	316 504 000 \$	1 441 146 000 \$	673 685 000 \$	179 289 000 \$	2 902 608 000 \$	
Manitoba	15 210 000 \$	5 364 000 \$	116 154 000 \$	14 718 000 \$	2 338 000 \$	153 784 000 \$	
Saskatchewan	14 455 000 \$	1 565 000 \$	96 516 000 \$	6 687 000 \$	1 280 000 \$	120 503 000 \$	
Alberta	66 152 000 \$	59 747 000 \$	288 052 000 \$	60 705 000 \$	11 981 000 \$	486 637 000 \$	
Colombie-Britannique	317 998 000 \$	247 979 000 \$	878 807 000 \$	347 814 000 \$	71 495 000 \$	1 864 093 000 \$	
Territoires*	-	205 000 \$	213 000 \$	205 000 \$	-	623 000 \$	
Total	763 047 000 \$	672 267 000 \$	3 955 640 000 \$	1 229 005 000 \$	301 988 000 \$	6 921 947 000 \$	

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Estimations de RKA

Scénario 1. Assumant que 5 p. 100 des étudiants de CIC ne poursuivent pas, en fait, des études de manière active

Estimation des dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, assumant que 5 % des étudiants ne sont pas en formation

par province	Dépenses totales					Dépenses totales
	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre post-secondaire	Autre	
Terre-Neuve-et-Labrador	1 655 000 \$	686 000 \$	35 044 000 \$	2 057 000 \$	229 000 \$	39 671 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	1 400 000 \$	560 000 \$	22 155 000 \$	2 428 000 \$	373 000 \$	26 916 000 \$
Nouvelle-Écosse	16 302 000 \$	6 860 000 \$	169 135 000 \$	15 367 000 \$	4 253 000 \$	211 917 000 \$
Nouveau-Brunswick	7 720 000 \$	1 691 000 \$	71 228 000 \$	6 506 000 \$	4 164 000 \$	91 309 000 \$
Québec	28 725 000 \$	30 063 000 \$	806 996 000 \$	95 627 000 \$	25 682 000 \$	987 093 000 \$
Ontario	283 610 000 \$	307 820 000 \$	1 399 918 000 \$	655 200 000 \$	174 369 000 \$	2 820 917 000 \$
Manitoba	14 788 000 \$	5 246 000 \$	113 447 000 \$	14 392 000 \$	2 287 000 \$	150 160 000 \$
Saskatchewan	14 042 000 \$	1 526 000 \$	94 016 000 \$	6 521 000 \$	1 249 000 \$	117 354 000 \$
Alberta	64 380 000 \$	58 073 000 \$	279 652 000 \$	59 005 000 \$	11 646 000 \$	472 756 000 \$
Colombie-Britannique	308 718 000 \$	241 476 000 \$	854 727 000 \$	338 693 000 \$	69 620 000 \$	1 813 234 000 \$
Territoires*	0 \$	201 000 \$	208 000 \$	201 000 \$	0 \$	610 000 \$
Total	741 340 000 \$	654 202 000 \$	3 846 526 000 \$	1 195 997 000 \$	293 872 000 \$	6 731 937 000 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Les dépenses totales ont été réduites de 3 p. 100.

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Scénario 2. Assumant que 5/6 des étudiants de niveau post-secondaire de CIC ont payé l'ensemble des droits de scolarité et des frais connexes et que 1/6 des étudiants de niveau post-secondaire de CIC en ont payé la moitié

Estimation des dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, assumant que 5/6 des étudiants de niveau post-secondaire de CIC ont payé l'ensemble des droits de scolarité et des frais connexes et que 1/6 des étudiants de niveau post-secondaire de CIC en ont payé la moitié

Par province	Dépenses totales					Dépenses totales
	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre post-secondaire	Autre	
Terre-Neuve-et-Labrador	1 700 000 \$	675 000 \$	34 456 000 \$	2 025 000 \$	234 000 \$	39 090 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	1 440 000 \$	549 000 \$	21 688 000 \$	2 379 000 \$	385 000 \$	26 441 000 \$
Nouvelle-Écosse	16 720 000 \$	6 752 000 \$	166 332 000 \$	15 124 000 \$	4 354 000 \$	209 282 000 \$
Nouveau-Brunswick	7 951 000 \$	1 665 000 \$	70 063 000 \$	6 405 000 \$	4 261 000 \$	90 345 000 \$
Québec	29 437 000 \$	29 525 000 \$	791 890 000 \$	93 916 000 \$	26 371 000 \$	971 139 000 \$
Ontario	291 984 000 \$	302 031 000 \$	1 372 432 000 \$	642 877 000 \$	179 289 000 \$	2 788 613 000 \$
Manitoba	15 210 000 \$	5 166 000 \$	111 642 000 \$	14 174 000 \$	2 338 000 \$	148 530 000 \$
Saskatchewan	14 455 000 \$	1 500 000 \$	92 348 000 \$	6 411 000 \$	1 280 000 \$	115 994 000 \$
Alberta	66 152 000 \$	56 957 000 \$	274 052 000 \$	57 871 000 \$	11 981 000 \$	467 013 000 \$
Colombie-Britannique	317 998 000 \$	237 141 000 \$	838 673 000 \$	332 613 000 \$	71 495 000 \$	1 797 920 000 \$
Territoires*	0 \$	198 000 \$	205 000 \$	198 000 \$	0 \$	601 000 \$
Total	763 047 000 \$	642 159 000 \$	3 773 781 000 \$	1 173 993 000 \$	301 988 000 \$	6 654 968 000 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Les dépenses totales ont été réduites de 4 %.

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Scénario 3. Assumant une augmentation des frais de subsistance de 10 %

Estimation des dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, assumant une augmentation des frais de subsistance de 10 %

Par province	Dépenses totales					Dépenses totales
	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre post-secondaire	Autre	
Terre-Neuve-et-Labrador	1 780 000 \$	740 000 \$	37 754 000 \$	2 219 000 \$	247 000 \$	42 740 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	1 504 000 \$	601 000 \$	23 740 000 \$	2 604 000 \$	401 000 \$	28 850 000 \$
Nouvelle-Écosse	17 556 000 \$	7 400 000 \$	182 264 000 \$	16 576 000 \$	4 588 000 \$	228 384 000 \$
Nouveau-Brunswick	8 283 000 \$	1 825 000 \$	76 779 000 \$	7 020 000 \$	4 493 000 \$	98 400 000 \$
Québec	30 958 000 \$	32 343 000 \$	867 303 000 \$	102 880 000 \$	27 630 000 \$	1 061 114 000 \$
Ontario	304 434 000 \$	330 786 000 \$	1 502 804 000 \$	704 084 000 \$	187 379 000 \$	3 029 487 000 \$
Manitoba	15 886 000 \$	5 663 000 \$	122 355 000 \$	15 537 000 \$	2 468 000 \$	161 909 000 \$
Saskatchewan	15 074 000 \$	1 644 000 \$	101 167 000 \$	7 025 000 \$	1 345 000 \$	126 255 000 \$
Alberta	69 223 000 \$	62 374 000 \$	300 058 000 \$	63 375 000 \$	12 508 000 \$	507 538 000 \$
Colombie-Britannique	331 238 000 \$	259 771 000 \$	918 527 000 \$	364 354 000 \$	74 895 000 \$	1 948 785 000 \$
Territoires*	0 \$	218 000 \$	225 000 \$	218 000 \$	0 \$	661 000 \$
*Yukon, Territoires-du-Nord-Ouest et Nunavut						
Total	795 936 000 \$	703 365 000 \$	4 132 976 000 \$	1 285 892 000 \$	315 954 000 \$	7 234 123 000 \$

Les dépenses totales augmenteraient de 4,5 %.

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Scénario 4. Assumant une diminution des frais de subsistance de 10 %

Estimation des dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, assumant une diminution des frais de subsistance de 10 %

Par province	Dépenses totales					Dépenses totales
	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre post-secondaire	Autre	
Terre-Neuve-et-Labrador	1 620 000 \$	665 000 \$	34 100 000 \$	1 995 000 \$	222 000 \$	38 602 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	1 376 000 \$	554 000 \$	21 973 000 \$	2 399 000 \$	369 000 \$	26 671 000 \$
Nouvelle-Écosse	15 884 000 \$	6 645 000 \$	164 416 000 \$	14 885 000 \$	4 120 000 \$	205 950 000 \$
Nouveau-Brunswick	7 619 000 \$	1 637 000 \$	69 171 000 \$	6 295 000 \$	4 029 000 \$	88 751 000 \$
Québec	27 915 000 \$	29 397 000 \$	792 005 000 \$	93 508 000 \$	25 113 000 \$	967 938 000 \$
Ontario	279 534 000 \$	302 223 000 \$	1 379 489 000 \$	643 286 000 \$	171 198 000 \$	2 775 730 000 \$
Manitoba	14 534 000 \$	5 066 000 \$	109 953 000 \$	13 899 000 \$	2 208 000 \$	145 660 000 \$
Saskatchewan	13 835 000 \$	1 486 000 \$	91 866 000 \$	6 349 000 \$	1 216 000 \$	114 752 000 \$
Alberta	63 080 000 \$	57 119 000 \$	276 046 000 \$	58 036 000 \$	11 454 000 \$	465 735 000 \$
Colombie-Britannique	304 759 000 \$	236 186 000 \$	839 088 000 \$	331 274 000 \$	68 095 000 \$	1 779 402 000 \$
Territoires*	0 \$	193 000 \$	201 000 \$	193 000 \$	0 \$	587 000 \$
*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut						
Total	730 156 000 \$	641 171 000 \$	3 778 308 000 \$	1 172 119 000 \$	288 024 000 \$	6 609 778 000 \$

Les dépenses totales diminueraient de 4,5 %.